

Sous la direction de Miriam Fahmy
Institut du Nouveau Monde

Régénérations

Propositions citoyennes
pour un Québec
intergénérationnel

F I D E S

Mise en pages: Folio infographie
En couverture: © Dimec/Shutterstock.com
Conception de la couverture: Gianni Caccia
Révision et correction: Myriam Gendron

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada*

Vedette principale au titre:

Régénérations: propositions citoyennes pour un Québec intergénérationnel

Publ. en collab. avec: Institut du Nouveau Monde.

ISBN 978-2-7621-3485-8 [édition imprimée]

ISBN 978-2-7621-3486-5 [édition numérique PDF]

ISBN 978-2-7621-3487-2 [édition numérique ePub]

1. Relations entre générations - Québec (Province). 2. Vieillesse de la population - Aspect social - Québec (Province). 3. Québec (Province) - Conditions sociales - 21^e siècle. 4. Changement social - Québec (Province). 1. Fahmy, Miriam. II. Institut du Nouveau Monde.

HN110.Z9158 2012

305.209714

C2012-941503-0

Dépôt légal: 4^e trimestre 2012

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Groupe Fides inc., 2012

La maison d'édition reconnaît l'aide financière du Gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour ses activités d'édition. La maison d'édition remercie de leur soutien financier le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC). La maison d'édition bénéficie du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres du Gouvernement du Québec, géré par la SODEC.

IMPRIMÉ AU CANADA EN OCTOBRE 2012

PRÉFACE

Le débat québécois sur les conséquences des changements démographiques ressemble parfois à un dialogue de sourds. Les accusations entre les générations se multiplient et entraînent dans leur sillage tensions et crispations. Ce livre est notre effort, à l'Institut du Nouveau Monde (INM), pour recadrer l'enjeu des changements démographiques selon une éthique du dialogue et une volonté de trouver des solutions.

Nous souhaitons d'abord faire découvrir au plus grand nombre la Déclaration des générations, cet appel à une refondation de notre société sur la base d'un dialogue intergénérationnel. Nous avons souhaité que vous fassiez vous aussi connaissance avec le fruit du travail de milliers de citoyens-rédacteurs qui, dans le cadre des Rendez-vous des générations de l'INM, ont collectivement imaginé rien de moins qu'un nouveau contrat social.

Pas question, cependant, d'émailler la Déclaration d'articles sur les soins de santé et les CHSLD, le chômage des jeunes ou la dette publique. D'abord parce que l'INM a déjà publié un cahier spécial du *Devoir* sur ces sujets et plus encore¹, mais aussi parce que nous sommes nombreux à être las d'entendre discours et analyses qui réduisent le rapport entre les générations à une question comptable ou fiscale.

1. www.generation.inm.qc.ca/media/Document_reference_RVG.pdf

Vous trouverez plutôt, dans cet ouvrage, des réflexions personnelles ou analytiques sur ce qui nous divise – et sur ce qui nous unit. Car le diagnostic de *Régénérations* est tout sauf complaisant ou naïf, mais il est marqué par une dose d'espoir absolument nécessaire pour nous sortir de la logique stérile de tirailerie qui domine trop souvent les échanges sur les défis posés par les changements démographiques.

Outre un optimisme constructif, quelle peut être la clé d'un Québec équitable pour toutes les générations? Je m'inspire ici de l'œuvre du cultivateur, écrivain et poète américain Wendell Berry. Dans son essai-phare « Solving for Pattern² », cet octogénaire du Kentucky décrit un travers qui affecte notre mode de pensée et nous empêche de résoudre des problèmes sociaux de façon constructive: « En définissant un problème agricole comme si c'était simplement un problème agricole [...], on ne comprend par réellement le problème [...]. Il faut chercher à régler l'ensemble du problème, et non un simple aspect de celui-ci qu'on a pu facilement circonscrire [...]. Une solution est bonne quand elle est en harmonie avec des solutions plus globales – et, selon moi, cette harmonie sera fondée sur une logique d'analogie³. »

2. « Solving for Pattern », dans *The Gift of Good Land: Further Essays Cultural & Agricultural*, San Francisco, North Point Press, 1981.

3. Traduction: Juliette Hérivault. (« To define an agricultural problem as if it were solely a problem of agriculture [...] is simply to misunderstand the problem [...]. The whole problem must be solved, not just some handily identifiable and simplifiable aspect of it. [...] A good solution is good because it is in harmony with larger patterns – and this harmony will, I think, be found to have a nature of analogy. »)

Il appliquait à l'agriculture, son métier premier, cette approche systémique de la résolution de problèmes. Mais sa théorie a depuis été reprise par nombre de penseurs et praticiens du design, et plus largement par ceux qui cherchent des solutions à des problèmes complexes. Elle nous incite à considérer des problèmes sociaux (financement des soins de santé, isolement des personnes âgées, course effrénée des parents et travailleurs, perte de sens, pour ne nommer que ceux-là) non pas comme des problèmes distincts, mais plutôt comme un réseau de points interconnectés par un motif (« pattern ») qui porte en lui la clé des solutions. Les textes de *Régénérations* illustrent bien que les enjeux démographiques sont interreliés, et qu'on aurait intérêt à les considérer comme un tout.

Dans son œuvre, Berry nous dit aussi autre chose : d'après lui, la qualité des relations entre les individus et les communautés qu'ils créent ensemble sont le fondement de la santé de notre monde. Voilà déjà une piste de solution, un motif peut-être, qui nous permettrait de mieux nous attaquer à nos défis collectifs, présents et futurs.

Vu de loin, le terrain de l'intergénérationnel semble accidenté, parsemé qu'il est de tabous, d'idées préconçues et parfois même de ressentiment.

Mais quand on y regarde de plus près, on peut y déceler des tracés plus tranquilles, plus faciles à suivre, plus paisibles. Ces chemins sont ceux que creusent la curiosité, l'ouverture, l'empathie et la solidarité.

Bienvenue donc sur le chemin de *Régénérations*.

Miriam FAHMY

MOT D'OUVERTURE

UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS

PASCALE NAVARRO

On peut envisager les liens entre les générations sous un angle sociologique, politique, économique. Ces différentes perspectives permettent d'analyser les systèmes et mécanismes qui régissent les relations dans plusieurs domaines, comme celui du travail, par exemple. Au Québec, les relations intergénérationnelles en matière de travail ont longtemps été marquées par la discorde, la rancune, le ressentiment. C'est aussi le cas à l'étranger, mais notre situation est particulière puisque la richesse de l'après-guerre a porté ses fruits sur quelques générations pour fondre ensuite comme peau de chagrin. Ma génération, celle des X, a longtemps cristallisé les échecs (chômage, solitude amoureuse, perte des repères) de la précédente. Le choc de Polytechnique, tout comme l'avènement du néolibéralisme sauvage, ont affaibli les espoirs d'épanouissement qu'avait semés la génération de nos parents. Ce furent des années noires et pénibles. Nous avons éprouvé de la difficulté à prendre notre place, à obtenir du travail, à le garder, surtout. Muselés par la peur, nous étions

nombreux à ne pas parler trop fort, et à rester accrochés à quelques petites victoires sans promesse de retraite ou même de hausse salariale – un rêve que ne caressent même plus les journalistes pigistes qui sont légion.

À travers ces années, ce sont mes parents qui nous ont encouragés, mon frère et moi, à faire notre place et à défendre nos idées et valeurs. Les petits-enfants sont nés et, aujourd'hui, mon fils de 11 ans aime ces discussions où grands-parents, oncles, cousins et amis parlent politique, gaz de schiste, crise étudiante et féminisme. Chez nous, chacun détient un petit bout de la grande Histoire, un épisode, une anecdote, un souvenir, qu'il ou elle peut partager. Je me pré-occupe énormément des liens familiaux et amicaux, parce que c'est notre « réseau », cette chaîne de solidarité essentielle à notre bien-être. Chez nous, l'intergénérationnel fait partie de la vie et je souhaiterais que ce soit le cas pour tout le monde. La communication entre les générations est une rencontre avec l'histoire, pour les plus jeunes, et avec le futur, pour les plus vieux. On prend conscience de la ligne du temps, de notre temps. La famille est une microsociété et sert de tremplin aux enfants.

Ces modèles de dialogue et d'échange se transposent dans la vie publique et leur mise en pratique donne des résultats. Car malgré le désenchantement et la noirceur des années 1980 et 1990, nous avons, toutes générations réunies, transmis des valeurs importantes, comme la nécessité de défendre la justice sociale, celle de penser par soi-même, et une sensibilité à la culture politique. Nos enfants sont sortis dans la rue

au printemps dernier et nous y ont amenés, tout comme ils ont inspiré nos propres parents. Le printemps québécois de 2012 fut celui de retrouvailles des générations, et un nouveau départ pour la carte politique du Québec.

Les initiatives comme Le pont entre les générations, Génération d'idées et les Rendez-vous des générations de l'Institut du Nouveau Monde sont un signe de santé sociale et morale. Je me réjouis de vivre dans ce Québec qui semble avoir retrouvé l'optimisme et la confiance si nécessaires pour avancer.

LA DÉCLARATION DES GÉNÉRATIONS

LES RENDEZ-VOUS DES GÉNÉRATIONS

SOPHIE GÉLINAS

Le Québec est une des sociétés où le vieillissement collectif sera le plus rapide au monde. La vraie question posée par ce phénomène est : comment ces cinq générations vont-elles créer une solidarité nouvelle et, ensemble, trouver les moyens de composer avec les défis posés à un Québec vieillissant qui entend demeurer une société pour tous les âges ? Plus de 4 000 citoyens se sont sentis interpellés par cette question et ont participé à une vaste démarche citoyenne, les Rendez-vous des générations, organisés par l'Institut du Nouveau Monde en 2010 et 2011.

Après une année de consultations et de préparation avec des acteurs clés de la société civile, l'INM a créé les Rendez-vous des générations, une démarche de participation citoyenne conviviale, pour prendre conscience et comprendre le phénomène collectif du vieillissement démographique, reconnaître ses impacts et renouveler le partenariat social entre les générations.

Plus concrètement, le projet des Rendez-vous des générations s'est réalisé en quatre étapes. La première étape a pris

RÉGÉNÉRATIONS

la forme de 60 « Cafés des âges », auxquels ont participé près de 3 000 personnes dans 15 régions du Québec entre août 2009 et mai 2010. La seconde étape a consisté en une rencontre-synthèse des 90 partenaires régionaux et nationaux en mai 2010. Ceux-ci ont pris la mesure des résultats des Cafés des âges et ont déterminé les orientations de la troisième étape. Les Rendez-vous régionaux se sont déroulés dans une douzaine de régions du Québec, pendant l'automne 2010 et le printemps 2011. Près d'un millier de citoyennes et de citoyens y ont participé.

Organisé les 15 et 16 octobre 2011 à Montréal, le Rendez-vous national a constitué la dernière phase délibérative de cette vaste démarche citoyenne. Près de 250 citoyens, experts, élus, représentants d'organisations et chercheurs issus de différentes régions et générations ont échangé afin de proposer un nouveau contrat social entre les générations : la Déclaration des générations (voir page 23).

C'est donc près de 4 000 citoyens de 12 à 90 ans qui ont participé à cette vaste démarche.

CINQ DOMAINES D'INTERVENTION

Depuis quelques années, les experts, les groupes d'ânés et de jeunes, ainsi que les mouvements sociaux et citoyens recommandent d'engager une réflexion collective sur les dimensions objectives et les impacts sociaux et culturels du vieillissement de la population du Québec à moyen et long terme. Il s'agit, en quelque sorte, de faire émerger une vision

de la société québécoise comme une « société pour tous les âges ». Les enjeux qui y sont liés appellent une action immédiate. Ces enjeux sont rapidement remontés à la surface lors des Rendez-vous des générations, comme en témoigne la Déclaration, dont les cinq grands domaines d'intervention sont : 1) le travail, la main-d'œuvre et la retraite ; 2) le dialogue intergénérationnel et la démocratie ; 3) les identités, les cultures et les régions ; 4) la santé et le financement des services publics ; 5) les milieux et la qualité de vie.

CONSTATS MAJEURS

On peut dégager quatre constats majeurs des échanges et débats qui ont eu lieu lors des Rendez-vous des générations.

Les Québécois sont inquiets

En ce qui concerne le vieillissement, la population ressent une certaine inquiétude. Celle-ci s'exprime par l'omniprésence dans le discours social des thèmes liés à la santé, au financement des services publics et des retraites et à une éventuelle pénurie de main-d'œuvre. Les Québécois demandent aux décideurs publics de reconnaître l'importance du phénomène et d'adopter une ou des politiques à cet égard.

Il existe un certain consensus

Il existe un certain consensus entre les générations. Qu'ils soient jeunes ou qu'ils soient vieux, les Québécois identifient les mêmes défis collectifs. Pas toujours pour les mêmes

DES PERCEPTIONS... DIFFÉRENTES

Parmi les préoccupations exprimées par les participants des Rendez-vous des générations, plusieurs concernent la nécessité de démystifier les préjugés et de faire tomber les tabous à l'égard du vieillissement, de combattre l'âgisme et le jeunisme, d'aborder franchement le partage du pouvoir et des responsabilités entre les générations et de concevoir des pistes de collaboration, de partage et de transmission. Voici certains préjugés nourris par jeunes et vieux les uns envers les autres qui sont apparus lorsqu'on leur a demandé « Qu'est-ce qui vous énerve chez les jeunes et chez les vieux ? » :

- Les jeunes sont individualistes ; les vieux ne pensent qu'à « leurs bobos ».
- Les jeunes sont impolis, ils manquent de respect et de savoir-vivre ; les vieux manquent de tact, ils sont négatifs et « chialent » tout le temps.
- Les jeunes pensent tout savoir ; les vieux « ont tout vu ».
- Les jeunes pensent que tout est acquis et « veulent tout, tout de suite » ; les vieux « ont tout donné » et pensent qu'on leur doit tout.
- Les jeunes sont des « têtes folles » qui ne songent pas à l'avenir ; les vieux sont nostalgiques et radotent au sujet du « bon vieux temps ».

raisons, c'est vrai. Mais le fait que tous se préoccupent des mêmes problèmes indique qu'il est important de discuter pour trouver, ensemble, les solutions.

- Les jeunes sont « mollasses », fainéants, ils manquent de discipline et de persévérance ; les vieux sont méfiants, désengagés et réfractaires au changement.
- Les jeunes font tout trop vite ; les vieux font tout trop lentement.
- Les jeunes « parlent mal » ; les vieux sont arrogants.
- Les jeunes sont toujours derrière leur écran d'ordinateur ; les vieux sont déconnectés des réalités d'aujourd'hui.
- Les jeunes portent des pantalons aux genoux et des casquettes croches ; les vieux ne lâchent plus leurs calottes et leurs chapeaux !

Voici maintenant ce qu'ils ont répondu lorsqu'on leur a demandé « Qu'est-ce qui vous plaît chez les jeunes et chez les vieux ? » :

- Les jeunes ont l'énergie ; les vieux ont la sagesse.
- Les jeunes sont enthousiastes et spontanés ; les vieux sont riches de savoir et d'expériences de vie.
- Les jeunes sont curieux, créatifs et audacieux ; les vieux sont généreux et disponibles.
- Les jeunes cultivent un esprit critique et une ouverture sur le monde ; les vieux développent l'entraide et l'engagement.
- Au contact des jeunes, on rêve et on reste jeune ; au contact des vieux, on apprend et on grandit.

Le dialogue est essentiel

Surtout, notre société, face à cette perspective de vieillissement, éprouve un besoin d'instaurer et de multiplier les lieux et les occasions de dialogue entre les personnes de générations

RÉGÉNÉRATIONS

différentes. Parmi les préoccupations qui ont émergé des discussions, plusieurs concernent la nécessité de démystifier les préjugés et de démonter les tabous à l'égard du vieillissement, de combattre l'âgisme et le jeunisme, d'aborder franchement le partage du pouvoir et des responsabilités entre les générations, et de concevoir des pistes de collaboration, de partage et de transmission entre Québécois de tous les âges.

Changer les perceptions

Les Québécois vivent plus vieux et plus longtemps en bonne santé. Ces faits sont trop souvent ignorés. Des préjugés tenaces donnent le sentiment que les aînés constituent un fardeau pour la société et pour les finances publiques, alors que la majorité d'entre eux demeurent actifs de nombreuses années. Il importe de renverser cette vision des choses et de promouvoir la poursuite de l'activité chez les aînés, d'encourager une plus grande considération pour les aînés, de mobiliser les organismes communautaires, les associations et les organisations municipales en ce sens, de favoriser la mobilisation des personnes aînées elles-mêmes, l'exercice de leur citoyenneté active, ainsi que leur contribution au développement de la société.

VERS UNE ÉTHIQUE INTERGÉNÉRATIONNELLE

Par ces Rendez-vous des générations, l'Institut du Nouveau Monde a voulu prêcher par l'exemple, tracer la voie à suivre, et manifester sa confiance dans le dialogue entre

Québécois de tous les âges, en leur donnant l'opportunité de se réunir pour identifier ensemble des objectifs communs. **Les Rendez-vous des générations ont fait la preuve que le dialogue conduit à des résultats.** Mais l'action doit se poursuivre.

Voilà une part des exigences de ce que l'on appelle une « éthique intergénérationnelle ». Il s'agit d'un mode d'action qui nécessite une « pensée durable », et qui implique la mise en place d'un dialogue permanent entre les générations pour éviter les conflits entre les différents groupes d'âge. Une éthique intergénérationnelle comporte donc un fin dosage de recherche d'équité et de solidarité entre les générations.

Une telle éthique doit dorénavant traverser tous nos processus décisionnels : les choix que nous faisons individuellement, les choix opérés par nos entreprises et en milieu de travail, et les politiques publiques.

Plutôt que de voir le vieillissement de notre population comme un fardeau, nous espérons l'entrevoir comme une occasion d'agir, un nouveau levier dont on peut se servir pour développer des réseaux d'échanges et affermir la complémentarité qui unit les générations entre elles.

RÉGÉNÉRATIONS

Nous souhaitons remercier chaleureusement les organismes et les personnes qui ont contribué au succès de la démarche. Sans leur participation, les Rendez-vous des générations n'auraient pas pu avoir lieu.

Les partenaires des Rendez-vous des générations :

- Le Conseil des aînés du Québec
- Le Conseil de la famille et de l'enfance
- Le Conseil permanent de la jeunesse
- La Conférence des Tables de concertation des aînés ;
La Fédération québécoise des organismes communautaires Famille
- La Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec
- Espaces 50+
- Le Secrétariat aux aînés
- Le ministère de la Santé et des Services sociaux
- Le Mouvement des caisses Desjardins
- Et de nombreux partenaires locaux dans chacune des régions du Québec

LA DÉCLARATION DES GÉNÉRATIONS

Ratifiée lors du Rendez-vous national des générations, qui a eu lieu les 15 et 16 octobre 2011 à Montréal, la Déclaration des générations a été adoptée par des citoyens de tous les âges et de toutes les régions du Québec. Cette déclaration définit les principes d'un nouveau contrat social entre les générations au Québec. Elle est le fruit d'une vaste démarche citoyenne réalisée ces deux dernières années où plus de 4 000 personnes ont participé à des activités de dialogue intergénérationnel.

PRÉAMBULE

Nous voici arrivés à un carrefour de notre histoire. Grâce à l'allongement de la vie, quatre et même cinq générations de citoyens seront amenées à vivre et à vieillir ensemble. La transformation de la famille, des liens sociaux et des solidarités, la précarisation du travail, la crise de la démocratie, de même que les préjugés relevant de l'âgisme ou du jeunisme risquent de rendre plus difficile le vieillissement individuel et de faire percevoir le vieillissement collectif comme une menace.

Depuis deux ans, à travers les divers Rendez-vous des générations organisés dans toutes les régions du Québec par l'Institut du Nouveau Monde et ses partenaires, nous avons échangé nos perceptions, nos questionnements et nos propositions en vue de bâtir une société pour tous les âges. Comme première conclusion de ce dialogue, la présente Déclaration des générations pose les balises d'un nouveau contrat social :

- Nous croyons que la vitalité du peuple québécois, de sa culture et de sa démocratie, ainsi que le développement durable du Québec exigent la prise en compte de tous les acteurs sociaux, quels que soient leur âge et leur génération, leur genre et leur orientation sexuelle, leur histoire et leur culture d'origine, leurs différences ou la région d'où ils proviennent.
- Nous affirmons que le vieillissement de la population du Québec, dans toute sa diversité, est un levier pour le développement collectif. L'apport de tous les citoyens et citoyennes de chacune des générations doit être valorisé, au croisement des énergies et des expériences, de la mémoire et de l'innovation, de la vie privée et de la vie publique.
- Nous nous engageons à travailler à ce nouveau contrat social basé sur l'équité entre les générations, sur une juste redistribution de la richesse, sur le droit de toute personne à l'éducation, à la santé, à la qualité de la vie, à la solidarité et au plein développement, et ce, à tout âge.

- Nous réclamons une réelle politique des âges qui favorisera le dialogue et la solidarité entre les générations, que ce soit en famille, à l'école, au travail, dans les loisirs ou les milieux de vie, et qui permettra d'appivoiser le vieillissement, pour le bien commun.

PISTES D'ACTION

Travail, main-d'œuvre et retraite

- 1.** Élargir la portée du régime de pension actuel (RRQ) en maintenant son caractère universel, transférable et géré par l'État.
- 2.** Améliorer les conditions de travail et la sécurité d'emploi dans une perspective d'équité des avantages sociaux,
 - en s'assurant de la pérennité des droits et avantages sociaux;
 - en réduisant les emplois précaires afin d'offrir un plus grand nombre d'emplois permanents;
 - en garantissant les mêmes avantages pour tous les types d'emploi;
 - en offrant de meilleures conditions de travail afin d'assurer la plus grande productivité des employés;
 - en aidant les travailleurs à devenir polyvalents, en offrant des options en formation continue, et en promouvant chez les employeurs la « loi du 1 % » (formation);
 - en facilitant l'harmonie entre famille et travail, retraite et travail ou études et travail;
 - en offrant des horaires plus flexibles;

REGÉNÉRATIONS

- en adaptant les régimes de retraite pour favoriser la retraite progressive.
- 3.** Valoriser les compétences et l'expérience des individus de tous les âges par la mise en place de programmes de mentorat et de transfert de compétences,
- en soutenant les nouveaux entrepreneurs dans le démarrage de leur entreprise;
 - en organisant, dès l'école secondaire, des rencontres avec des gens d'expérience qui partageraient leurs connaissances;
 - en invitant des aînés qui désirent partager leurs connaissances à superviser des stages en emploi;
 - en luttant contre le décrochage scolaire.

Dialogue intergénérationnel et démocratie

- 4.** Organiser des activités de communication de façon continue pour favoriser les rapprochements et les pratiques du dialogue intergénérationnel.
- 5.** Mettre en place des outils facilitant la communication entre l'ensemble des citoyens et des élus.
- 6.** Informer davantage la population, dans un langage accessible, du travail accompli par ses représentants.
- 7.** Créer des comités de citoyens, les consulter régulièrement en leur offrant des tribunes d'expression et d'implication.
- 8.** Repenser le système de scrutin en mettant en place un système proportionnel qui favorise la participation et la représentation de toutes les générations.

Identités, cultures et régions

9. Favoriser l'attraction, la rétention ou le retour en région,
 - en donnant des crédits de taxes pour l'achat d'une habitation en milieu rural;
 - en valorisant et en offrant des formations qualifiantes, professionnelles, collégiales ou universitaires en région, et en sensibilisant nos entreprises à l'importance d'embaucher les finissants pour éviter qu'ils quittent leur région;
 - en axant les activités de revitalisation sur le maintien des jeunes;
 - en facilitant les stages en région (à l'instar des programmes de stages à l'international);
 - en embauchant des animateurs de milieu pour soutenir et dynamiser les communautés;
 - en facilitant le transport collectif hors des centres urbains et en l'adaptant aux besoins de toutes les clientèles.
10. Maximiser l'apport de l'immigration au fait français,
 - en maintenant la priorité accordée à la sélection des immigrants connaissant le français;
 - en consolidant et en augmentant le financement des programmes et des activités de francisation pour les immigrants non francophones dans leur milieu d'adoption;
 - en intensifiant la promotion de l'usage du français auprès des immigrants non francophones et des populations qui les accueillent.

REGÉNÉRATIONS

11. Favoriser la natalité,
 - en maintenant le Régime québécois d'assurance parentale;
 - en mettant en place des mesures pour faciliter l'adoption québécoise et internationale;
 - en favorisant la conciliation travail-famille et les congés parentaux;
 - en mettant en place des mesures facilitant l'accès à la propriété pour les familles;
 - en supprimant les taxes sur les produits pour enfants;
 - en offrant un soutien financier aux parents à la maison;
 - en organisant des services de garde dans les milieux de travail, qui seraient adaptés aux travailleurs ayant des horaires non conventionnels;
 - en donnant aux familles l'accès à des services de garderie subventionnés.

Santé et financement des services publics

12. Taxer davantage les entreprises pour réinvestir dans les programmes sociaux et introduire davantage de paliers d'imposition des particuliers, dans un modèle plus progressif.
13. Promouvoir la prévention en inculquant de saines habitudes de vie, tout en considérant que la pauvreté est le premier déterminant en matière de santé.
14. Favoriser un système de santé plus près des gens par une meilleure communication et par l'offre de soins de proximité,
 - en consolidant la mission des CLSC sur de petits territoires;

- en instaurant des services de premiers répondants dans toutes les communautés, c'est-à-dire des services mobiles de santé qui seraient en mesure de faire la tournée des municipalités (prise de sang, prise de pression sanguine, dialyse, etc.);
- en faisant la promotion des services existants par la diffusion de capsules publicitaires (service 811, Infosanté, etc.);
- en encourageant la participation des gens et en favorisant l'entraide;
- en accélérant le développement du réseau d'accès à distance pour les dossiers de santé (Dossier Santé Québec — DSQ), de façon à ce qu'il y ait un dossier complet au lieu de plusieurs incomplets;
- en revoyant l'organisation des effectifs médicaux dans le sens des groupes de médecine familiale et en soutenant le développement de ce type de modèle.

Milieus et qualité de vie

- 15.** Revendiquer le droit de toute personne à la qualité de vie et à la dignité, quel que soit son âge,
- en luttant individuellement et collectivement contre l'isolement, l'abus et la pauvreté;
 - en favorisant son appartenance à la communauté et sa participation à la prise de décision;
 - en trouvant une source de revenus annuels supplémentaire pour les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, et en octroyant automatiquement aux pensionnés qui y ont droit les suppléments ou autres subventions;

REGÉNÉRATIONS

- ♦ en soutenant et en accompagnant les personnes malades et en perte d'autonomie ainsi que leurs proches (services de soutien à domicile et d'hébergement).
- 16.** Augmenter et diversifier l'offre et l'accès à des habitats pour tous, quel que soit l'âge, en milieu rural et urbain, incluant des services de proximité et des logements sociaux. (Par exemple : loisirs, transport en commun, services de santé, bibliothèques plus riches et diversifiées, etc.)
 - 17.** Mettre en place, soutenir et animer des lieux, des espaces et des réseaux intergénérationnels publics et privés.

POUR UNE POLITIQUE DES ÂGES

JEAN CARETTE

L'intergénérationnel est un concept à la mode. Partout, les projets de rencontre entre les groupes d'âge se multiplient et attirent même l'attention des pouvoirs publics. La vulgate gouvernementale¹ propose des dépliants vantant, photos à l'appui, des aînés actifs qui se ressourceur auprès des enfants et petits-enfants, mais qui deviennent également les aidants naturels de leurs parents sur le déclin. Le slogan est clair : « Vieillir et vivre ensemble », invitant à cultiver et à renforcer des rapports de solidarité et d'entraide, mais aussi un climat pacifiant de cohésion sociale.

Il ne faudrait pas voir dans ce choix de vocabulaire un simple outil de propagande électorale, même si les aînés constituent une masse sans cesse croissante de citoyens exerçant leur droit de vote. C'est d'abord l'effet d'un vieillissement collectif à deux

1. www.mfa.gouv.qc.ca/fr/aines/vieilliretvivreensemble/Pages/index.aspx

RÉGÉNÉRATIONS

visages. D'une part, la proportion des plus âgés au sein de la population québécoise est de plus en plus importante, effet conjugué de la baisse de natalité et de l'augmentation de la longévité moyenne. D'autre part, nous constatons la coexistence de quatre – sinon cinq – générations, au lieu des trois qui habitent encore notre imaginaire collectif. Parmi elles, on parle de deux générations d'aînés pour la génération de grands-parents de naguère, faisant souvent de la génération de jeunes vieux (60-80 ans) les aidants « naturels » de la précédente.

Ce vieillissement démographique n'est pas sans inquiéter l'opinion, d'autant plus encline à y voir le signe d'un déclin de société que les faiseurs d'image et autres commentateurs annoncent plus ou moins consciemment un avenir de plus en plus inquiétant, menacé selon eux par des charges économiquement insupportables, un conservatisme politique et une culture décadente.

AU RENDEZ-VOUS DES GÉNÉRATIONS

Face à ces frayeurs parfois entretenues par les pouvoirs en place, les aînés ont collectivement réagi et, à travers leurs organisations les plus actives, ont appelé dès 2002 les autres groupes d'âge à un dialogue reconnaissant leur contribution passée et présente au développement collectif, mais aussi à un renouvellement en profondeur du pacte social instauré par la Révolution tranquille et porté par les baby-boomers devenus mamie et papi-boomers. C'est ainsi qu'ont été conçus et opérés par l'INM les Rendez-vous des générations :

en deux ans, plusieurs milliers de citoyens de tous les âges se sont rejoints lors de cafés des âges, de rencontres et débats dans les régions, véritables exercices de démocratie participative, pour aboutir en novembre 2011 à l'adoption solennelle d'une Déclaration des générations.

À un premier niveau, ces Rendez-vous ont été et seront l'occasion privilégiée d'une fraternisation compréhensive entre les groupes d'âge. Chacun a pu s'interroger sur les liens familiaux à nourrir, les gestes à poser, les solidarités quotidiennes à exercer dans la proximité des communautés familiales et des voisins. Nul ne peut négliger cet aspect « ordinaire » du travail de la société sur elle-même : les générations présentes dans la structure familiale se sont souvent isolées les unes des autres et cohabitent désormais plus l'une à côté de l'autre que l'une par et pour l'autre. Toute initiative qui favorise un rapprochement, une retrouvaille, une redécouverte ne peut qu'être encouragée, dans la mesure où elle vient renforcer un lien social souvent distendu au sein des diverses communautés de vie – famille, voisinage et milieu de travail.

Mais l'action de la société sur elle-même doit dépasser ce premier niveau, et ce n'est pas un hasard si l'INM a résolu de transmettre d'abord le texte de la Déclaration des âges aux décideurs politiques. Des pistes d'actions « citoyennes » leur ont été soumises, portant sur le travail et les revenus de retraite, les politiques publiques, l'identité du Québec et de ses régions, le dialogue intergénérationnel et la démocratie. La solidarité intergénérationnelle doit en effet être restaurée à partir d'un débat citoyen et politique permettant de mieux

équilibrer les rapports de réciprocité entre les cohortes, en termes de répartition plus équitable des charges et des avantages, des droits et des devoirs.

Les Rendez-vous des générations ont permis l'expression de grandes frustrations ou d'inquiétudes quant à l'équité des contributions: les baby-boomers devenus aînés et retraités se sont vus accusés d'« être partis avec la caisse », ne laissant aux générations qui les suivent que des dettes monstrueuses, des crises à répétition, une précarité généralisée et une planète bientôt exsangue. De leur côté, les plus jeunes ont été montrés du doigt pour leur insouciance, leur passivité et leur mollesse citoyenne². Ce début de confrontation sereine ne peut trouver son utilité et une certaine légitimité et permanence qu'à travers des formes d'encadrement politiques, législatives et réglementaires, élaborées et animées par un large débat citoyen.

VERS UNE CONFRONTATION POSITIVE

L'intergénérationnel n'est pas un gadget, ni une nouvelle forme de fraternisation ; il peut être un rapport social, levier d'un changement de dynamique sociale et d'orientation de l'action de la société québécoise sur elle-même, après 30 années de néolibéralisme. Mais il faut pour cela respecter une condition : un rapport social est d'abord une confrontation des différences de situations, d'histoires, de perceptions

2. À quelques mois d'une grève étudiante qui a changé la donne.

et d'intérêts, confrontation socialisée à travers des formes renouvelées d'encadrement et de médiation. À travers des cafés des âges et autres rencontres citoyennes, l'action de l'INM a permis à de nombreux acteurs de la société d'exprimer ces différences, avec leur charge émotive, leurs exagérations et leur poids de préjugés, mais aussi avec leur poids de vérité. Reste au débat politique et politicien de s'engager, en portant les soucis et les volontés comme en mesurant les formes et l'importance de ces expressions. Ce passage obligé de la démocratie participative à la démocratie représentative est aussi difficile qu'urgent, dans le contexte actuel.

DANS LE SILLAGE DU MOUVEMENT DES FEMMES

Naguère et depuis une trentaine d'années, pour ne prendre qu'un exemple des plus éloquents, la question féminine a été mise de l'avant et ses expressions publiques – manifestes et discours, actions de revendication et pressions sur l'opinion – l'ont fait reconnaître comme un enjeu social majeur, non seulement pour l'ensemble des femmes, mais bien pour la société au complet. Devenue un mouvement social, la lutte des femmes n'a pas seulement entraîné des changements organisationnels au quotidien, ou de nouvelles législations et institutions; elle a initié une véritable refondation des priorités et des orientations globales de la société. De même, la question de l'équité et de la solidarité entre les générations, au-delà des pratiques organisées et des législations à faire, prend la forme d'un mouvement social en interpellant jusqu'à

les remettre en cause les orientations et les formes prioritaires du contrat social.

Une fois éteints les lampions du Rendez-vous final des générations d'octobre 2011, on pouvait redouter que les textes et la Déclaration des âges prennent le chemin des tablettes et que les initiatives soient sans suite, d'autant que les subventions gouvernementales n'assuraient plus le soutien nécessaire. En tant qu'initiateur de ce mouvement citoyen depuis 10 ans, je restais cependant optimiste, témoin parmi d'autres des soubresauts aux débuts discrets d'un Québec en mal de lui-même après des années de néolibéralisme. La « crise » étudiante allait me donner raison, en mettant en branle un formidable exercice social de citoyenneté.

Qu'on ne se méprenne pas : je ne suis pas en train de développer un lien de cause à effet entre les Rendez-vous et le mouvement social étudiant. Le sociologue est ici interpellé par des formes d'action collective renouvelées, où les aînés prennent aussi leur part. La cause étudiante, telle qu'elle s'est « manifestée », a rapidement et clairement dépassé la seule question des droits de scolarité, pour déboucher sur une remise en question plus générale des institutions et des orientations de la société québécoise. Or, j'ai pu constater à de nombreuses reprises que les plus jeunes étaient accompagnés de groupes spontanés d'aînés³ qu'ils accueillaient avec un

3. « Mères et grand-mères en colère et solidaires », « Grands-pères en colère et leur petit-fils en criss », « Têtes blanches et carrés rouges » : les présentations sur pancartes sont éloquentes.

plaisir mêlé de surprise. On retrouve ainsi « dans la rue » l'expression d'un rapport intergénérationnel solidaire et porteur de propositions – et au-delà de la rue aussi, comme le démontre par exemple le *Manifeste pour une société nouvelle*, rédigé et adopté en mai 2012 par ces aînés spontanément regroupés⁴.

On voit donc surgir et se définir progressivement dans l'action un réel mouvement social, non contre les organisations de la société civile ou les institutions politiques en elles-mêmes, mais bien pour un remodelage profond et concerté de leur fonctionnement, de leur position et de leurs propositions, orientations et priorités d'action. C'est à partir des revendications et appels d'une jeunesse « indignée » que se met en évidence le projet d'une société où la coexistence des générations est appelée à se refonder sur de nouveaux modes de fonctionnement. L'élection du 4 septembre 2012, au-delà d'un changement d'étiquette, a prolongé bien des incertitudes, mais aussi bien des réflexions en cours, prémisses d'un débat fort entre les générations, tel un sain appel à reconsidérer le contrat social de la Révolution tranquille des années 1960, à la lumière de l'équité intergénérationnelle.

DE GRANDS ABSENTS

Mais il y faut des conditions, en premier lieu dans la société civile, en particulier de la part des organisations de retraités.

4. www.espaces50plusmontreal.com/20120701.htm

Celles-ci se sont structurées dans les années 1970 sur la base double de l'âge et de la retraite. Il fallait – et il faut encore – avoir atteint une première limite d'âge et avoir le plus souvent passé par une première retraite du marché du travail pour y adhérer, soit pour organiser, entre aînés, des loisirs adaptés et des services de proximité, soit pour défendre et promouvoir des droits spécifiques d'une population méconnue et fragilisée. La force croissante du nombre, aussi bien dans la clientèle des marchés que dans l'électorat, devait permettre la prise en compte des besoins et des droits des aînés.

Le moins qu'on puisse constater, c'est que l'intergénérationnel était alors et demeure la dernière des priorités de ces mouvements d'aînés. On ne s'étonnera donc pas si ces regroupements sur la base de l'âge suscitent et alimentent ainsi une méconnaissance des autres générations et négligent l'importance stratégique d'alliances larges et ouvertes et de partenariats actifs entre les cohortes, sur la base d'intérêts communs. Quand nous avons lancé l'idée des Rendez-vous des générations, les résistances sont d'abord venues des instances décisionnelles de ces organisations d'aînés ; il a fallu lancer et animer des cafés des âges pour que la pratique de ces contacts finisse par venir à bout des préjugés bien établis et des frayeurs instituées.

Le mouvement social qui a pris ses premiers quartiers dans celui des « indignés », puis qui a ressurgi à travers les revendications étudiantes n'a guère permis de constater la participation organisée, annoncée et forte des regroupements

connus d'âinés. Certes, beaucoup d'âinés militants étaient présents et actifs, mais sur une base individuelle. Les grands regroupements sont restés silencieux; ils devront sans aucun doute procéder à une évaluation sociale de cette passivité, réviser leurs conditions d'adhésion et leurs actions prioritaires dans un esprit d'ouverture active aux plus jeunes.

Quant aux autres organisations citoyennes de « non-âinés », elles devront aussi être interpellées par cette action en silos d'âges et viser désormais à des alliances intergénérationnelles délibérées et organisées sur la base de revendications communes. Je pense ici en particulier aux organisations de « jeunes » et aux centrales syndicales.

VERS UNE POLITIQUE DE L'ÂGE

Il faudra aussi que l'État mette des conditions. Depuis qu'une politique gouvernementale de la vieillesse a vu le jour dans les années 1970, vite rebaptisée « politique du vieillissement », on a pu observer une coordination des mesures et des services à destination des retraités, âgés ou âinés, une concertation des acteurs spécialisés et une institutionnalisation des pratiques socio-sanitaires à contenu et visée géronto-gériatriques. Mais on est encore et toujours resté dans une perception et une pratique sur la base de l'âge et de ses difficultés. Même si le discours cherche et promet une intégration sociale, il vise une clientèle à part, des produits et services à part. Témoin la dernière version de la politique Vieillir et vivre ensemble, qui dit que « vieillir en restant actif est un

RÉGÉNÉRATIONS

UNE POLITIQUE DE LA VIEILLESSE ET DU GRAND ÂGE	UNE POLITIQUE DU VIEILLISSEMENT ET DE L'ÂGE COMME PROCESSUS
ne s'applique qu'aux conditions de vie et de santé des plus âgés	s'intéresse à la vie dans son cycle entier, à la société avec tous ses âges
pratique à grande échelle du dépannage et de l'assistantat	se fonde sur la solidarité entre les générations et les groupes sociaux
manipule la menace du vieillissement démographique et oppose les générations	fait du vieillissement collectif un levier de développement et organise une délibération permanente entre les générations
coûte cher et intervient trop peu, trop tard	est un investissement et intervient très tôt dans la vie et sur la société entière
aménagement le temps... qui reste	draine et irrigue l'ensemble du cycle de vie
accorde les restes de la vie	s'appuie sur l'ensemble des potentiels et des contributions de tout citoyen, à tout âge de la vie
est l'affaire des « permanents » de la scène politique, de l'administration publique et des seuls « experts »	est un enjeu citoyen qui implique la participation et la mobilisation de tous les acteurs sociaux
travestit les plus autonomes en « aidants naturels » des plus invalidés	associe tous les groupes d'âge, quels que soient l'état de santé et le handicap
confiner les plus âgés dans les loisirs ou la maladie	répartit tout au long de l'âge le travail et le repos, la formation et l'engagement citoyen
aboutit au corporatisme et à la seule défense des intérêts catégoriels et en concurrence	est l'affaire de tous et constitue un avenir à faire en commun
fait de la solidarité une variable de l'économie et de la finance	fait de la solidarité un principe constitutif de la vie en société

processus consistant à optimiser les possibilités de bonne santé, de participation et de sécurité afin d'accroître la qualité de vie pendant la vieillesse.»

L'intention semble bonne, puisqu'il s'agit d'« améliorer significativement les conditions de vie des aînés ». **Mais quand passera-t-on enfin d'une politique de la vieillesse et du grand âge à une politique du vieillissement et de l'âge comme processus ?** Les visions sont différentes, autant que les prises en charge.

Quand, en 2002, un des fondateurs d'Espaces 50+, Gilles Tittley, a proposé de faire des états généraux du vieillissement et des âges, lui et ses amis souhaitaient d'abord organiser et animer des rendez-vous pour développer les contacts entre les générations, si longtemps négligés ; mais ils voulaient surtout insister sur la globalité de la problématique et des solutions collectives à y apporter, au lieu de faire des « zâgés » une catégorie séparée et de leur appliquer un paternalisme ségrégatif, même sous les dehors du non-âgisme. Ce sera tout le défi des années futures.

**POUR UN QUÉBEC
DES GÉNÉRATIONS**

LE PRINTEMPS DES GÉNÉRATIONS

JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

La Déclaration des générations de l'Institut du Nouveau Monde est l'aboutissement d'une vaste démarche citoyenne où plus de 4 000 personnes ont participé à des activités de dialogue intergénérationnel. Elle propose un nouveau contrat social entre les générations. Nous avons demandé à quelques spécialistes, intellectuels et acteurs clés de l'histoire du Québec de livrer leurs impressions sur le document, prétexte pour recueillir leurs réflexions sur le débat intergénérationnel.

Comment qualifier les relations entre les générations au Québec, en 2012? Lise Payette répond d'emblée: «Elles sont meilleures depuis le printemps!» – le printemps érable, évidemment, cette longue grève étudiante qui a révélé une jeunesse plus politisée que l'on croyait ainsi que la solidarité de ses aïeux.

«Lors d'un débat sur le printemps étudiant, relate la journaliste et auteure, des gens de 40 ans m'ont dit: "On a élevé des enfants qu'on ne connaît pas." Les femmes, de nos jours, sont souvent sur le marché du travail, explique-t-elle. Il y a un

petit fossé entre les parents et les plus jeunes. Les développements électroniques ont également séparé les jeunes de leurs parents : alors que les parents sont encore devant la télé, leurs enfants sont ailleurs avec internet. Résultat : on ne communique pas de la même manière et on ne parle pas des mêmes choses. Les jeunes ont l'impression de ne pas être compris, et même de ne pas être écoutés. Mais au printemps étudiant, il y a eu un rapprochement. Un réveil des générations.»

Marcel Côté replace les événements dans une perspective plus large. La révolte de la jeunesse du printemps 2012, à ses yeux, renoue avec une continuité historique. « Aux États-Unis, il y a eu récemment le mouvement *Occupy*, alors que dans les années 1960-1970, c'était le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam ; en France, il y a eu Mai 68, etc. Ces révoltes, c'est le fait de la jeune bourgeoisie éduquée. Les étudiants radicaux, c'est 15-20 % des jeunes, les plus brillants, les plus dynamiques, qui veulent changer les choses. J'ai fait la même chose quand j'avais 20-25 ans. Mon père l'avait fait dans les années 1930. Mais il y a eu une génération, dans les années 1980 et 1990, qui n'a pas fait ça.»

Effectivement, les membres de la génération X (nés entre la fin du baby-boom et le début des années 1980) ont longtemps été apolitiques, individualistes, voire nihilistes, démoralisés par les deux défaites référendaires et par le capitalisme sauvage qui a déferlé sur le globe après la chute du communisme en Europe. **À l'entrée des X dans l'adolescence et l'âge adulte correspond une époque qui fut peu propice au dialogue entre les générations,**

période que l'historien Éric Bédard situe grosso modo entre 1982 et 2000.

« La fracture générationnelle a été très vive après la récession de 1981-1982, expose Éric Bédard. Les cohortes de jeunes qui avaient été formées avec l'idée que l'éducation permet d'obtenir un emploi stable ont été confrontées à un secteur public dont les portes étaient fermées à double tour. Dans les années 1980, Fernand Dumont [sociologue, théologien et philosophe, 1927-1997] disait que les jeunes formaient "le nouveau prolétariat", qu'ils étaient des exclus. Et en août 1983, le gouvernement du Québec a mis sur pied un Sommet de la jeunesse au thème peu enthousiasmant : "S'unir pour s'en sortir".

« La fracture a aussi été assez vive au début des années 1990, poursuit le professeur : une autre récession, les emplois ne sont pas revenus, il n'y avait que du travail précaire. »

À la fin de cette décennie, Éric Bédard (lui-même de la génération X) s'est impliqué dans Le pont entre les générations, groupe de réflexion fondé en 1997 par le théologien, sociologue et essayiste Jacques Grand'Maison, la théologienne Solange Lefebvre et le leader étudiant François Rebello. « Quand on a créé Le pont entre les générations, le gouvernement de Lucien Bouchard avait deux moyens pour atteindre le déficit zéro : les retraites massives et les clauses "orphelin" », rappelle Éric Bédard.

« Dans le premier cas, c'était se débarrasser de professionnels du secteur public qui avaient une grande expérience, du jour au lendemain, pour économiser de l'argent – des gens

CE QU'ILS ONT DIT SUR LA DÉCLARATION DES GÉNÉRATIONS

Jacques Grand'Maison, prêtre catholique, théologien, sociologue et écrivain né en 1931.

« Un document essentiel. Tous les enjeux sont là. »

Lise Payette, journaliste et auteure, ministre péquiste entre 1976 et 1981.

« C'est une façon de rallumer l'espoir. Dans son ensemble, la Déclaration propose des solutions qui ne sont pas complètes, qui ne sont pas parfaites, mais c'est ce que j'appelle une lueur d'espoir. »

Éric Bédard, historien, professeur à la TÉLUQ, l'école supérieure de formation à distance de l'Université du Québec.

« Devant toutes les déclarations, les chartes, etc., je demeure un éternel sceptique. Quand on regarde ces documents, on est assurés de vivre au paradis. Si on passe en revue les grandes déclarations adoptées par les Nations Unies, par les grandes conférences internationales, etc., des problèmes, il n'y en a plus ! Mais après les grandes déclarations d'intention, il faut faire des arbitrages politiques, et c'est là que ça se joue. Quand on est dans la politique concrète, dans l'engagement, dans un parti ou un lobby, c'est autre chose... »

Marcel Côté, économiste, associé fondateur de SECOR Conseil.

« Dans la Déclaration, il n'y a rien sur l'économie et la richesse. Rien ! Toute une génération arrive aux commandes, il y aura

un transfert d'une génération à l'autre : un transfert de pouvoirs, de connaissances, de richesses. Et les personnes âgées ont beaucoup de patrimoine, plus qu'elles n'en ont jamais eu, qu'elles sont en train de transmettre tranquillement à la génération qui suit. Ça, on n'en parle pas dans la Déclaration. »

Paul Gérin-Lajoie, premier ministre de l'Éducation au Québec, de 1964 à 1966.

« Il n'y a pas, dans la Déclaration, de place importante et évidente faite à l'éducation. L'éducation, pour moi, demeure l'élément le plus important du développement des individus et d'une société. Dans une déclaration sur les générations, on devrait en faire un plus grand état. Dans le préambule, il est écrit : "le droit de toute personne à l'éducation, à la santé, à la qualité de la vie", etc., mais l'éducation ne retient pas plus l'attention. Il en est question un peu plus loin, je dirais par implication, quand on parle des travailleurs et de la formation continue. Or la formation n'est qu'un aspect de l'éducation. C'est de l'éducation appliquée, qui forme à des fonctions de travail, à des fonctions particulières dans la société. »

Tania Saba, professeure titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.

« La Déclaration encourage les générations à se dire : "On partage les mêmes problèmes". Le travail précaire, les difficultés économiques, les questions d'éducation, de formation, c'est partagé par toutes les générations. Et qu'on le dise, je trouve ça rafraîchissant. »

qui auraient pu être des mentors, des parrains pour les jeunes, ou qui auraient pu prendre des retraites progressives.» Les clauses dites “orphelin” (dans un meilleur français: les clauses de disparité de traitement) déterminaient dans les conventions collectives des avantages inférieurs pour les recrues – les jeunes, essentiellement –, tandis que les salariés ayant de l’ancienneté conservaient leurs acquis. «C’était un manque d’équité: on a favorisé une génération au détriment d’une autre, souligne Éric Bédard. Puis ces clauses ont été interdites par la loi et les syndicats ont fait attention. Ça a été un révélateur.»

Les plus sensibles à la fracture générationnelle, selon Éric Bédard, demeurent les X. « Cette génération est moins syndiquée que la génération précédente, plus exposée au travail précaire, ce qui a généré un certain ressentiment. Ce ressentiment s’est reflété dans la politique et jusque dans une entreprise privée comme Genex Communications, qui en a fait un créneau commercial avec Radio X [CHOI-FM] et un discours très libertarien, antiétatiste, antisyndical et antiboomers. C’est un discours qui a rejoint un certain nombre de gens de la génération X. » Une génération résignée, sans prise sur le monde, qui n’est pas sortie dans la rue pendant les années 1980 et 1990.

« Par la suite, les enfants des baby-boomers, la génération Y, ont renoué avec le lyrisme des baby-boomers à compter de la grève étudiante de 2005. Ceux qui ont vécu l’effervescence des années 1960-1970 se reconnaissent dans cette jeunesse et vice-versa.

« Le débat, pour la génération Y, ne se pose plus en termes générationnels mais en termes gauche-droite, ajoute Éric Bédard. Même si les leaders étudiants du printemps 2012 jouaient beaucoup la carte du “Nous, les jeunes”, je trouve que ça tombait un peu à plat. Les casseroles, ce n’était pas générationnel! » En effet, l’adoption de la loi matraque 78 a provoqué un vaste mouvement de contestation populaire. On a vu des familles entières, des enfants aux grands-parents, sortir dans la rue pour défier la loi en tapant joyeusement sur leurs casseroles.

Paul Gérin-Lajoie partage l’opinion d’Éric Bédard: « Des enseignants ont eu la même attitude que les étudiants en grève, donc ce n’était pas une question de générations. Les clivages générationnels, dans le monde de l’enseignement, se sont grandement amenuisés à l’occasion de ce conflit étudiant. »

TRAVAIL : EN FINIR AVEC LE ONE SIZE FITS ALL

Les relations entre les générations passent naturellement du monde de l’éducation au marché du travail. Là aussi, les conflits tendent à s’estomper.

Paul Gérin-Lajoie observe que la rancœur des jeunes envers les boomers-qui-occupent-tous-les-bons-emplois s’est dissipée ces dernières années. « Et j’ai toujours dit que la génération des baby-boomers a fait face aux problèmes de son temps. Aujourd’hui, la nouvelle génération des bébés des baby-boomers, si on peut l’appeler comme ça, doit faire face à de nouveaux défis. De nouveaux types d’emplois s’offrent à elle. Il ne

LE QUÉBEC N'EST PAS SEUL

Beaucoup de gens croient que la croissance de la population mondiale est hors de contrôle. C'est méconnaître un processus naturel que les démographes nomment « transition démographique ».

Dans une société traditionnelle, non développée, les individus se reproduisent beaucoup et rapidement. La mortalité infantile étant élevée et l'espérance de vie plutôt courte, les familles nombreuses sont essentielles à la perpétuation de l'espèce humaine. Des progrès sanitaires font baisser la mortalité infantile et augmenter l'espérance de vie, mais la fécondité se maintient pendant un certain temps (avec pour résultat une croissance démographique qui s'accélère). Si la société s'urbanise et si les individus se scolarisent, les naissances chuteront davantage, entraînant une stabilisation de la population. Dans une société développée, la natalité sombre ensuite sous le seuil de remplacement des générations et la proportion de personnes âgées s'accroît. Une décroissance démographique peut s'enclencher si le nombre de trépassés surpasse durablement celui des nouveau-nés. « L'excès de civilisation tue la vie¹. »

1. Jean-Claude Chesnais, *La démographie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2002, p. 73.

faut pas penser que des emplois attendaient tous les baby-boomers, individuellement; ce n'était pas le cas. Les baby-boomers ont façonné leurs emplois. Aujourd'hui, on parle d'innovation dans les milieux de travail. À ce phénomène doit correspondre de l'innovation dans la formation des jeunes. »

Ce processus se réalise à l'échelle des pays et aussi de la planète. Le rythme de croissance de la population mondiale a culminé dans les années 1960 pour décroître progressivement depuis. Le Japon, le Québec et l'Europe voient actuellement leurs populations vieillir. Ailleurs dans le monde, la fécondité ralentit (sauf en Afrique tropicale, qui demeure au stade initial de la transition démographique).

D'après le Conseil des aînés du Québec, « le vieillissement de la population n'est pas un phénomène démographique transitoire qui s'estompera rapidement après la disparition des baby-boomers. La faiblesse persistante du taux de fécondité maintiendra un rapport élevé entre le nombre d'aînés et le reste de la population. Le prolongement de la vie jusqu'à un âge avancé ne fera qu'accentuer ce phénomène de vieillissement de la société, et même une très forte immigration ne changerait pas véritablement le cours des choses à moyen et à long terme². »

2. Conseil des aînés, *La réalité des aînés québécois*, Québec, Les publications du Québec, 2007, p. 16.

Tania Saba, professeure titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, est du même avis : la formation doit devenir un ingrédient clé du Québec de demain, pour tous les âges.

« Un parcours de vie n'est pas que études-travail-retraite ; c'est beaucoup plus complexe, indique l'universitaire. Des gens réorientent leur carrière, peuvent changer complètement de voie. Il faut donc que le développement des compétences soit l'élément numéro un tant pour les jeunes que pour les travailleurs en mi-carrière et les gens plus âgés. Il faut valoriser la formation, le perfectionnement, l'employabilité, tout ce qui aide les gens à rester productifs, et pas seulement au travail ou sur le plan financier. Quand on fait du bénévolat, on veut aussi rester productif. »

Le discours convenu voulant que les boomers soient plus loyaux envers l'employeur que les jeunes, que la génération X soit sceptique et désabusée, que les Y ne songent qu'à la conciliation travail-vie privée, etc., n'a aucun fondement scientifique, affirme Tania Saba. « C'est un discours exagéré, qui a beaucoup charrié en mettant l'accent sur les différences et sur les conflits entre les générations. On s'est acharné à donner aux plus vieux certaines caractéristiques, aux plus jeunes d'autres caractéristiques, et on croit souvent que toute une génération va se comporter de la même façon. Or ce n'est pas vrai. Il y a autant de diversité et d'aspirations différentes chez les 50 ans et plus qu'il y a de diversité et d'aspirations différentes chez les plus jeunes, chez les femmes, chez les hommes, chez les membres des minorités, selon les différences ethniques, etc.

« Sur le marché du travail, les gens partagent les mêmes problèmes peu importe leur âge, remarque Tania Saba. C'est lié au contexte dans lequel ils se retrouvent, par exemple dans

un secteur d'activité en particulier : il y a plus de différences entre les gens qui travaillent dans le commerce de détail, les gens qui travaillent dans l'industrie, les professionnels, etc., que de différences entre les plus jeunes et les plus vieux.

« L'équité, c'est donner des chances égales à tout le monde. Parce que la précarité, ça existe chez les jeunes et chez les baby-boomers. Et chez les baby-boomers, il y a des gens qui veulent prendre leur retraite et d'autres qui ne veulent pas se retirer du marché du travail. »

« La "société des loisirs" et "Liberté 55", ces idéaux des années 1970 et 1980, n'ont pas de sens parce que le travail reste un élément fondamental de l'identité, note Éric Bédard. Des gens qui prennent leur retraite vont ensuite se recycler, vont travailler à temps partiel, etc. Le vieillissement de la population est une occasion de revoir l'âge de la retraite, de revoir les retraites progressives, de revoir l'organisation du travail, de repenser la solidarité entre les générations dans une société où il se fait moins d'enfants, où l'on dépend de l'immigration, etc. »

VIIEILLIR EN RESTANT JEUNE D'ESPRIT

Ainsi, le printemps érable a jeté un pont entre les boomers et les jeunes. Le monde du travail, s'il permet l'épanouissement des individus et respecte leurs particularités, devrait rapprocher les générations au lieu de les diviser.

Qu'en est-il des retraités, des septuagénaires, octogénaires, nonagénaires et centenaires ?

LES BABY-BOOMERS, PHÉNOMÈNE D'EXCEPTION

Le vieillissement de la population québécoise est l'un des plus spectaculaires au monde. Pourquoi ?

Nous avons connu le plus fort baby-boom du globe, suivi d'une chute très marquée des naissances après 1965, et la natalité est restée très basse depuis cette date. D'autres pays vieillissent rapidement, sans avoir connu un baby-boom, lorsqu'une baisse de la natalité amorcée il y a longtemps se conjugue à une forte augmentation de l'espérance de vie. C'est le cas au Japon, où la longévité moyenne des individus bat des records (plus de 78 ans pour les hommes, plus de 85 ans pour les femmes), alors que les jeunes maintiennent un des taux de natalité les plus faibles du monde.

Pour revenir au Québec... Les premiers boomers, nés entre 1946 et 1953, sont entrés dans la vie adulte dans un contexte exceptionnel, lorsque la Belle Province entrait rapidement dans la modernité. Ils ont fait des études qui étaient impensables pour la génération précédente (dans la foulée d'une réforme en profondeur de l'éducation), ont occupé des emplois permanents dans une économie très favorable (« Qui s'instruit s'enrichit », disait-on), le tout en jouissant d'un État-providence en pleine expansion. Les boomers qui ont suivi, nés entre 1953 et la fin des années 1950, ont d'abord bénéficié de conditions avantageuses, mais ils ont eu plus de difficultés à intégrer le marché du travail (les premiers boomers étaient omniprésents), et leur

Le Québec a vécu un baby-boom record suivi d'une dénatalité record. Le vieillissement de la population, tout le monde le pressent, mettra la société sous pression. « Les baby-boomers

situation s'est dégradée après le choc pétrolier de 1973, «1974 constituant l'année charnière, ceux qui ont intégré le marché de l'emploi avant cette date ayant été nettement plus favorisés que ceux qui y accèdent après¹.» Les derniers des boomers, qui ont poussé leur cri primal dans la première moitié des années 1960, sont moins nombreux que les deux cohortes précédentes. Ils ont atteint l'adolescence ou l'âge adulte au pire moment qui soit, au début des années 1980 : récession économique, chômage, précarité, crise de l'État-providence, individualisme-narcissisme, vacuité socioculturelle, etc. Nombre d'entre eux ont alors développé un ressentiment envers les premiers boomers.

Aujourd'hui, la «génération lyrique» (les premiers boomers) est au seuil de la retraite. Ce sont souvent des grands-parents, qui doivent également s'occuper de leurs propres parents vieillissants. Les membres de cette génération «portent un regard, critique ou complaisant, sur le corps vieillissant tout en se gardant de se penser vieux².» Pendant leur folle jeunesse, ils ont viré le Québec à l'envers. Leurs vieux jours seront tout aussi spectaculaires...

1. Ignace Olazabal (dir.), *Que sont les baby-boomers devenus? Aspects sociaux d'une génération vieillissante*, Québec, Éditions Nota bene, coll. «Santé et société», 2009, p. 38.

2. *Ibid.*, p. 41-42.

qui sont nés en 1955, le pic du baby-boom, ont 57 ans actuellement [en 2012], indique Marcel Côté. Dans cinq, six, sept ans, la majorité d'entre eux vont songer à prendre leur retraite ou

seront poussés hors de leur job. Beaucoup ont peu épargné. Beaucoup possèdent leur maison, mais ils ont aussi vécu un divorce et d'autres problèmes, ils devront donc continuer à travailler.

« Les baby-boomers ont toujours imposé leur raison et ils vont continuer à imposer leur raison, prédit Marcel Côté. Ils vont exiger que l'on adapte la société à leurs besoins, ils vont faire une forte pression sur le système de santé, vont demander des services, des assouplissements, etc. Ce ne sera pas une crise. J'y vois plus du mouvement, du changement. Mais les jeunes vont se sentir abandonnés, parce que les vieux vont exiger qu'on s'occupe d'eux. »

Le Québec pourra-t-il évoluer ? « C'est sûr qu'une société vieillissante se préoccupe souvent de deux choses : la santé et la sécurité, déclare Éric Bédard. Une société vieillissante est forcément une société où les grands changements suscitent de la méfiance. »

« Si l'on n'est pas très à gauche à 20 ans, il n'en reste rien à 80 ans, croit pour sa part Lise Payette. La logique des choses fait qu'en vieillissant, vous vous tassez vers la droite. Parce que vous faites l'acquisition de connaissances, de possessions, d'argent, vous avez une famille, et vous voulez les protéger. »

À l'été 2012, Lise Payette a fêté ses 81 ans. Elle demeure active dans la vie publique, dans les médias. Et toujours à gauche : « Je suis partie *très* à gauche à 20 ans... », dit-elle, sans renier son passé.

« J'ai une petite-fille de 24 ans qui ne me permettrait pas de vieillir. Elle veille sur moi, dans le sens de : "Là, mamie, tu

n’as rien compris et je vais t’expliquer.” Si on parvient à établir ce rapport entre les générations, les vieux ne seront pas un poids. Je m’applique à devenir ce que l’on appelle au Japon les “trésors nationaux”, ces sages que l’on respecte parce qu’ils possèdent une partie de la vérité historique et qu’ils la transmettent aux plus jeunes. Mais le Québec est une jeune société comparativement au Japon, on a encore beaucoup à apprendre sur le rapport entre les générations.»

À cet égard, Lise Payette confie une anecdote révélatrice : « Ma grand-mère Marie-Louise, qui est morte à 78 ans, a un jour expliqué à une de ses filles, qui ne s’était pas mariée, qu’elle ne pouvait plus assumer la responsabilité de la maison. Ma grand-mère a fait le transfert des pouvoirs : elle a tout donné à sa fille, la maison, les meubles, etc. En échange, sa fille s’est occupée d’elle jusqu’à la fin de ses jours.

« Ça, ce n’est presque plus possible aujourd’hui, regrette Lise Payette. Les enfants volent très vite de leurs propres ailes, les logements sont trop petits, les responsabilités de chacun sont trop grandes... Comment faire en sorte que les personnes âgées puissent avoir un lieu qui leur appartient quand elles vivent de plus en plus longtemps ? »

« Les personnes âgées s’ennuient : les jeunes ne viennent plus les voir, elles ont moins d’amis, etc., se désole Marcel Côté. Les personnes âgées vivent de plus en plus longtemps, mais malheureusement elles vont vivre seules. Une société où les gens âgés sont de plus en plus seuls, c’est déplorable. Imaginez-vous tous ces gens qui vivent seuls en banlieue, dans une grande maison vide... Des gens qui endurent un

isolement social pendant 15 ou 20 ans, c'est un grand problème de société.»

UNE RESPONSABILITÉ HISTORIQUE

Laissons le mot de la fin à Jacques Grand'Maison, l'un des fondateurs, rappelons-le, du Pont entre les générations.

En entrevue, il tente d'abord de prendre la mesure des débats des dernières années. « Quand je travaillais sur les générations, dans les années 1980 et 1990, mes collègues universitaires souriaient, me disaient que je travaillais sur de “vieilles affaires”. Aujourd'hui, on n'a jamais autant parlé de générations!»

Un intérêt certes positif, mais qui trahit aussi un défaut du Québec moderne : la rupture brutale avec le passé. Jacques Grand'Maison voit dans la soudaine popularité du débat intergénérationnel « la marque d'une société qui n'a pas d'inscription dans le temps. Même la pensée est courte. »

Il insiste : « Les liens intergénérationnels sont l'un des rares lieux de long terme dans une société où tout est à court terme, une société Alzheimer. **C'est dans l'intergénérationnel que peut se développer une conscience historique qui nous fait défaut.** »

Jacques Grand'Maison s'attarde ensuite à plusieurs « dénis » intergénérationnels assez persistants, notamment la dette publique. « Un des plus gros problèmes d'iniquité intergénérationnelle, à l'heure actuelle, ce sont les énormes

défis actuariels des fonds de pension. Pour renflouer les déficits actuariels, on va augmenter la dette publique et on va livrer une immense facture aux générations qui nous suivent. À chaque fois que je mets ce sujet-là sur la table, il y a un déni.

« Prenez l'exemple du Régime des rentes du Québec. Ma génération a payé un taux de cotisation de 3 %, les baby-boomers 6 %, et pour les autres générations on est rendu à 9 %, 10 %, 11 %, avec une population active moins nombreuse pour soutenir les retraités. Je crois que les tensions ne font que commencer. »

Autre déni : celui de la crise environnementale. « La rivière du Nord, près de chez moi à Saint-Jérôme, est une rivière morte. Dans ma jeunesse, elle débordait de poissons, illustre l'octogénaire. Les jeunes sont inquiets de la nature qu'on leur laisse. »

Le sociologue-théologien invite les boomers et leurs prédécesseurs à un examen de conscience. Quelle société laissent-ils aux jeunes générations ? À quand un nouveau contrat social pour la préservation du bien commun ? « Les aînés ont eu droit à des conditions assez exceptionnelles. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des choix de société extrêmement importants qui ont une dimension intergénérationnelle, dans tous les domaines : politiques sociales, pensions de retraite, investissements dans l'éducation et la santé, développement économique, sans oublier le formidable problème de la pollution. Quelle chance historique avons-nous, les gens de 55 à 80 ans, avec notre expérience de vie et notre

RÉGÉNÉRATIONS

expertise, pour rendre service à la société? Nous avons des responsabilités historiques très importantes par rapport à l'avenir. Jeunes et vieux, nous sommes de plus en plus dans le même bateau. Il faudra qu'on travaille coude à coude.»

Et il conclut avec un proverbe: «Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants.»

POUR ÉVITER LA LUTTE DES ÂGES

MICHEL VENNE

Entre les générations, les préjugés sont tenaces. Ceux-ci révèlent des tensions réelles. Les différences culturelles entre les générations, les intérêts divergents, les questions d'argent ou de pouvoir peuvent creuser un fossé infranchissable entre les jeunes et les vieux. Mais la guerre des âges n'aura pas lieu si l'on reconnaît la contribution de chacun et que l'on instaure un dialogue qui permettra de faire apparaître ce qui unit les générations au lieu de les diviser, ainsi que la nécessité de restaurer l'équité, par des politiques sociales qui assurent la justice et la sécurité.

Les jeunes sont individualistes; les vieux ne pensent qu'à leurs « bobos ». Les jeunes sont impolis; les vieux manquent de tact et « chialent » tout le temps. Les jeunes pensent tout savoir; les vieux ont tout vu! Les jeunes ne préparent pas l'avenir; les vieux radotent au sujet du « bon vieux temps ». Les jeunes portent des pantalons aux genoux; les vieux ne lâchent plus leurs calottes...

Mais les jeunes, ils ont de l'énergie, tandis que les vieux ont la sagesse. Les jeunes sont enthousiastes; les vieux sont

riches d'expérience. Les jeunes sont curieux, créatifs et audacieux ; les vieux, généreux et disponibles. Les jeunes cultivent une ouverture sur le monde ; les vieux développent l'entraide et l'engagement. Au contact des jeunes, on rêve et on reste jeune ; au contact des vieux, on apprend et on grandit.

Dans cette collection de perceptions et de préjugés, glanés au fil des Rendez-vous des générations de l'Institut du Nouveau Monde, sont résumées les tensions qui forment les relations intergénérationnelles de notre temps. On décrit volontiers l'autre sous des travers agaçants. Mais l'on sait voir les forces sur lesquelles bâtir ensemble le monde rêvé. C'est certes un grand paradoxe de notre époque. Toutes les conditions sont réunies pour transformer le choc des générations en une guerre à finir – guerre d'intérêts, d'argent et de pouvoir. Mais l'annonce de conflits inextricables est contredite par le maintien d'une solidarité intergénérationnelle qui ne se dément pas, au sein des familles comme dans les grands débats sociaux.

La tentation est forte d'endosser des clichés et de promettre, avec le vieillissement collectif, l'avènement d'une lutte des âges pour remplacer la lutte des classes. Il serait tout aussi irresponsable de nier l'apparition de motifs de rupture entre les cohortes nées à des époques différentes. La vérité réside entre les deux : la lutte des âges est une possibilité ; elle n'aura pas lieu si l'on prend les moyens pour cultiver les forces des différentes générations et que l'on reconnaît les contributions de chacune. C'est une question de choix. Les choix sont toujours politiques.

LE QUÉBEC N'EST PAS ENCORE UNE SOCIÉTÉ VIEILLE

Il y a une bonne raison pour se préoccuper *aujourd'hui* des rapports intergénérationnels au Québec. C'est que le Québec n'est pas encore une société vieille. Les jeunes sont toujours bien présents. Ils représentaient 16 % de la population en 2006, contre 14 % pour les personnes âgées de 65 ans et plus. Cette situation va évoluer au cours des prochaines années, au fur et à mesure que les baby-boomers atteindront l'âge dit de la retraite. À ce moment-là, en 2031, les aînés formeront 26 % de la population, soit la même proportion qu'au Japon d'aujourd'hui. Beaucoup d'autres sociétés occidentales seront dans la même situation. La différence est que le vieillissement collectif du Québec se sera réalisé à un rythme deux fois plus rapide qu'ailleurs. Le nombre d'aînés va doubler au Québec au cours des 20 prochaines années.

Cela nous laisse un peu de temps pour voir venir. Nous en aurons besoin pour éviter, par des politiques publiques appropriées et des changements dans les comportements privés, que les raisons de se détester ne prennent le dessus sur la volonté de vivre ensemble, égaux dans nos différences.

L'une des conditions de succès est d'ailleurs, sans doute, d'admettre que si la lutte des âges n'est pas souhaitable, la fin des âges non plus. Malgré la transformation des parcours de vie, moins campés qu'autrefois en trois périodes figées (l'apprentissage, le travail, la retraite), il reste des moments dans la vie plus propices à certaines tâches, à certaines aventures et à certaines responsabilités. L'âge adulte succède encore bel et

RÉGÉNÉRATIONS

bien à l'adolescence, et l'idée de maturité n'est pas vidée de son sens. Nous sommes égaux en droit, mais pas égaux en âge.

Il ne peut pas y avoir de transmission, ni de mentorat, sans la reconnaissance de la valeur de l'expérience. Le respect entre les générations est tout aussi improbable si les plus âgés n'admettent plus que l'idée de progrès soit portée par ceux qui leur succèdent dans la pyramide des âges.

UNE MAIN TENDUE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

En 2006, l'Institut du Nouveau Monde a demandé aux 500 jeunes réunis pour sa troisième école d'été de rédiger des manifestes pour exprimer le monde dans lequel ils veulent vivre. L'un d'eux, intitulé *Debout*, interpelle le sens des responsabilités de tous les groupes de la société : les travailleurs, les patrons, les politiciens, les jeunes et... les aînés. Dans ce document, comme dans bien d'autres produits par nos jeunes participants, le désir de communiquer avec les générations précédentes et de recevoir d'elles des conseils et une voie à suivre en forme d'héritage me paraît évident.

Évidemment, ils l'expriment dans leur langage à eux : « Hey, les aînés, debout ! / Que nous léguez-vous ? / Que voulez-vous nous léguer ? / Un fardeau financier ? Un monde pollué ? Une ignorance absurde ? / Sortez de vos tombeaux, bougez vos cadavres inertes ! / Apprenez-nous à giguer, comblez notre ignorance, inspirez-nous par l'exemple, aidez-nous à nous souvenir ; / aidez-nous à apprendre, à grandir, à nous développer, à nous épanouir et à nous responsabiliser comme

individus et comme collectivité. / Grand-papa, grand-maman, occupez-vous de moi, maman travaille, papa vit loin, j'ai besoin d'amour. / Légez-moi vos valeurs. Donnez-nous des rêves.»

J'ai constaté, après neuf éditions de cette école de citoyenneté estivale pour les jeunes de 15 à 35 ans, que la main tendue vers les générations précédentes pour construire un monde plus juste, plus ouvert et plus solidaire avait plus d'importance aux yeux des jeunes que les griefs qu'ils pouvaient entretenir envers les générations qui les ont précédés.

L'idée de la transmission reste bien vivante, tant chez les plus jeunes que chez les plus âgés – en témoignent le goût renouvelé pour l'histoire ou la musique néotraditionnelle chez les jeunes, ainsi que l'appétit des aînés pour les nouvelles technologies. Et au plan politique, des idées de vieux sont reprises par des jeunes pendant que les parents et les grands-parents d'étudiants militants ressortent leurs pancartes et leurs espadrilles pour marcher dans la rue, à leurs côtés, pour l'accès à l'éducation ou en faveur d'un développement durable.

UN BRIS DE COMMUNICATION

Les risques que se creuse un fossé entre les générations demeurent cependant. D'abord par le fait que l'allongement de la vie ajoute, en quelque sorte, une ou deux générations aux trois qui cohabitaient jusqu'alors. De nouvelles tranches de vie apparaissent après l'âge de 70 ans. Il est terminé le temps où les centenaires faisaient la une des journaux; leur situation se banalise tant le nombre de personnes qui

franchissent le cap des 100 ans augmente sans cesse. Au Canada, on estime qu'ils seront 17 000 dans 20 ans.

Or ces personnes nées à 80, 90 ou 120 ans de distance appartiennent à des siècles différents et évoluent dans des univers technologiques totalement opposés. La communication ne peut pas être la même entre des gens nés à l'époque du télégraphe et d'autres qui voient le jour à l'âge de l'iPad. Non seulement la communication change, mais aussi la manière de s'informer et de traiter la connaissance. Et ces changements technologiques surviennent à une vitesse accélérée. C'est comme si l'on n'avait pas le temps de s'y adapter, de les maîtriser et d'en léguer l'usage à la génération suivante. Les générations qui se succèdent depuis le milieu du siècle dernier ont toutes vu apparaître un nouveau moyen de communication que la génération précédente n'avait pas encore apprivoisé. Au contraire, il a fallu 1 700 générations avant que l'homme développe le langage. Puis 300 autres avant que l'écriture ne soit inventée. Puis 35 avant l'avènement de l'imprimerie.

Mais les nouvelles technologies ne changent pas seulement la communication en apparence. Elles transforment le rapport aux autres et le rapport au travail. Nous avons vécu, au xx^e siècle, la période de la communication de masse par la télévision, mais nous traversons aujourd'hui celle de la fragmentation des publics. Qu'advient-il des repères familiers dans une société fragmentée ?

Les jeunes vivent dans des logiques de réseaux, dont l'internet est l'archétype, où les relations sont égalitaires. Les plus âgés ont grandi dans des logiques hiérarchiques, tant au

travail, dans la famille, que dans les engagements civiques et sociaux. Un syndicat ou un parti politique est une structure pyramidale dans laquelle le pouvoir est concentré entre les mains d'une oligarchie et où un militant doit gravir les échelons. Internet est un réseau ouvert dans lequel tout le monde est égal. Le rapport au pouvoir s'en trouve complètement modifié. La relation au chef est plus lâche. L'engagement est aussi moins durable, bien qu'il puisse être renouvelé. Il n'est pas moins intense pour autant.

DES TRENTE GLORIEUSES À LA SOCIÉTÉ DU RISQUE

Les jeunes nés depuis 30 ans dans les sociétés occidentales grandissent dans des sociétés du risque où rien n'est acquis et dans lesquelles on ne sait trop quand la planète va sauter (façon de parler...)! Leurs parents ont vécu les trente glorieuses, ces années de croissance économique continue, marquées par le baby-boom et une sorte de prospérité joyeuse qui semblait infinie. Ce fut aussi l'époque de la mise en place de l'État-providence, qui a créé des conditions de liberté inédites. On a alors libéré les individus du risque de l'ignorance avec l'école publique, du risque de la maladie avec l'assurance santé et du risque de la pauvreté avec la protection sociale. Fort contraste, qui s'accroît lorsque l'on compare avec les grands-parents nés, quant à eux, dans une société de pénurie, où la misère noire existait encore.

Le rapport au travail n'est pas le même pour un jeune travailleur né en 1990 et un autre, qui n'est plus très jeune,

né en 1950. Si ce dernier voit dans le travail le principal moyen de valorisation de soi, le plus jeune n'y voit qu'un moyen parmi d'autres d'être reconnu. Celui-ci voudra concilier travail avec famille, loisirs, engagement social. Dans l'entreprise, il voudra rapidement acquérir du pouvoir. Il voudra être consulté sur les règles du jeu. L'aîné aura été formé à obéir. Pour défendre ses droits, il s'en remettra au syndicat, tandis que son cadet n'en aura cure, préférant protester par une démission, puisque nous vivons tout près du plein emploi (alors que le chômage était le lot des jeunes qui arrivaient sur le marché du travail à 20 ans au début des années 1980).

Les entreprises s'adaptent à cette nouvelle main-d'œuvre certes plus indépendante, mais dont on a cruellement besoin à l'heure où, à cause du vieillissement, se pointe ce que d'aucuns qualifient de « pénurie de main-d'œuvre » (un concept contesté par d'autres). Et voilà que ce sont les plus vieux qui écopent. Ils ne suivent plus la cadence. Leurs connaissances chèrement acquises par de nombreuses années de labeur, et qui en font des artisans de premier ordre, ne sont plus reconnues dans le nouvel univers du travail marqué au fer de la polyvalence, de l'adaptabilité, de la mobilité et de la performance individuelle. Déclassés, ils trouvent moins de plaisir à travailler. Pas étonnant qu'ils prennent leur retraite aussitôt que leurs finances le leur permettent. Dès lors, c'est une expérience, une expertise, une compétence perdue.

La réforme de l'organisation du travail apparaît, autant dans la littérature scientifique sur le sujet que dans les Rendez-vous des générations de l'INM, comme l'un des prin-

cipaux chantiers à ouvrir pour assurer une meilleure solidarité intergénérationnelle. L'idée est simple : reconnaître et conserver l'apport des plus âgés, qui peuvent agir comme mentors auprès des plus jeunes à qui on laisse une place, y compris dans des postes de responsabilité. Un jeune père ou une jeune mère pourrait vouloir travailler trois jours semaine pour prendre soin de son petit, et un aîné, toujours volontaire, occuper les deux autres jours, puis en faire un troisième pour transmettre au plus jeune son expérience.

Pour réaliser cela, les pays qui ont agi ont tous adapté leurs politiques de manière à inciter les employeurs, par des crédits fiscaux ou autres, à modifier les horaires de travail, ajouter de la souplesse dans l'organisation des quarts, etc. Bien entendu, dans une société syndiquée à 40 % comme le Québec, des négociations et des ententes avec les syndicats sont nécessaires.

On pourrait aussi explorer des domaines comme celui de l'agriculture, dans lequel il n'est pas facile pour un jeune de faire sa place, d'acquérir, autrement que par héritage de ses parents, un droit de produire, un quota, une terre viable. Les plus audacieux, ceux qui veulent développer un créneau nouveau – des fromages, de la viande d'autruche ou que sais-je –, doivent se frayer un chemin entre les producteurs bien protégés par des régimes de gestion de l'offre et d'assurance agricole, qui certes stabilisent les marchés et créent une certaine sécurité, mais peuvent aussi brimer l'innovation et l'initiative entrepreneuriale.

L'HEURE DES COMPTES

Il se pourrait que la volonté de vivre ensemble, toutes générations unies, se heurte sur autre chose que les préjugés, la communication ou le rapport au travail, provoquant des conflits et des déchirures. Cela surviendrait à l'heure des comptes. En filigrane des grands débats intergénérationnels apparaît en effet la « question qui tue » : qui va payer ? Qui va payer pour le coût croissant des soins de santé auprès d'une population vieillissante ? Qui va payer pour les retraites des travailleurs d'aujourd'hui dont la moitié, selon les experts, n'épargnent pas suffisamment pour garantir le maintien de leur niveau de vie à 65 ans ? Qui va payer pour l'éducation de leurs enfants, de la maternelle à l'université ? Qui va payer pour la détérioration de l'environnement ?

Parce que, avec le vieillissement collectif, la proportion de personnes en âge de travailler et de payer des impôts diminue au fur et à mesure que les boomers prennent leur retraite. En 2031, on comptera deux travailleurs pour un retraité, alors qu'on en comptait huit pour chaque pensionné dans les années 1970. Cela est d'autant plus préoccupant que les Québécois prennent leur retraite plus tôt que partout ailleurs en Amérique – à 60 ans en moyenne, alors que l'espérance de vie en bonne santé atteint maintenant 70 ans chez les hommes et 73 ans chez les femmes. Quelque 45 % des nouveaux retraités ont moins de 60 ans au Québec, contre 33 % en Ontario, et 60 % des nouveaux retraités du secteur public québécois accrochent leurs patins avant d'atteindre la soixantaine.

Aujourd'hui, on vit presque aussi longtemps à la retraite qu'on a été actif sur le marché du travail. Autrefois, on étudiait pendant 20 ans, on travaillait pendant 40 ans et on profitait de sa retraite pendant 5 ans avant de mourir. Aujourd'hui, on étudie pendant 25 ans, on travaille pendant 30 ans et on est à la retraite pendant aussi longtemps, sinon davantage. Or les régimes de retraite, tout comme les grands systèmes de protection sociale (incluant le système de santé), ont été conçus à une autre époque. Ils ne tiendront pas longtemps. Depuis plusieurs années déjà, on voit apparaître la crise du financement de la santé, dont le coût, au Québec, a doublé en quelques années. Le vieillissement n'en est d'ailleurs pas la cause principale. Le facteur le plus déterminant est celui de la hausse du coût des ressources humaines, ce qui n'a rien d'anormal dans un service comme celui-ci, suivi de l'augmentation du prix des médicaments et des technologies.

Cette évolution fait craindre le pire aux plus jeunes, qui se demandent si, lorsqu'ils atteindront l'âge vénérable de leurs grands-parents, ils auront toujours droit aux mêmes services publics. Or depuis les années 1980, l'ère des Reagan et des Thatcher, on ne cesse de renvoyer à la prévoyance individuelle des responsabilités qui, jusque-là, étaient considérées comme relevant de l'État-providence : épargnez pour payer vos droits de scolarité universitaire ; épargnez pour votre retraite ; achetez une assurance maladie privée supplémentaire pour couvrir ce qui échappe au secteur public de plus en plus engorgé ; devenez entrepreneur ou travailleur autonome ;

RÉGÉNÉRATIONS

boudez les syndicats, et ainsi de suite à l'avenant. Le mot d'ordre de la « nouvelle gestion publique » est celui de la réduction de la taille de l'État. Personne n'est contre un allègement d'une certaine bureaucratie. Mais il faut voir ce que cela instille comme appréhension : les vieux d'aujourd'hui se demandent s'ils seront bien traités à l'hospice, tandis que les jeunes se demandent s'ils auront droit à des soins tout court, bons ou mauvais.

RÉINVENTER NOS POLITIQUES SOCIALES

La tendance à renvoyer à chacun sa sécurité sociale et financière exacerbe évidemment l'individualisme ambiant. Le « chacun pour soi » constitue probablement un facteur de déchirure sociale plus important que le vieillissement collectif. C'est maintenant, pendant qu'il en est encore temps, qu'il faut réinventer nos politiques sociales si l'on souhaite rétablir non seulement l'équité mais la solidarité entre tous les citoyens, quel que soit leur âge et quelle que soit la génération à laquelle ils appartiennent.

Or cette volonté de réforme, clairement exprimée dans la Déclaration des générations, se heurte à des rigidités idéologiques. Il y a ceux qui se disent à gauche, qui ne veulent pas changer le système de peur qu'en le changeant, on y perde au change de l'équité. Et il y a ceux qui refusent de se dire à droite, bien qu'ils le soient, et qui ne veulent pas toucher au système de peur qu'en le changeant, on le rende encore plus généreux. À ce jeu, ce sont ces derniers qui gagnent, car le

statu quo entraîne la dégradation du service public et incite nombre de citoyens, informés, scolarisés et fortunés, à opter pour le privé, renforçant l'égoïsme.

UNE QUESTION DE POUVOIR

On parle d'argent mais on parle aussi de pouvoir. Les autorités responsables d'organiser les élections au Québec et au Canada ont récemment sonné l'alarme quant au faible taux de participation électorale des jeunes : à peine le tiers des 18-24 ans ont voté en 2008 au Québec (un sursaut a été constaté aux élections de 2012, mais il est trop tôt pour tirer des conclusions). Une majorité de jeunes s'excluent ainsi du choix de leur gouvernement. La très grande majorité des élus municipaux sont âgés de plus de 45 ans. Les conditions ne sont guère favorables, à cet échelon du pouvoir pourtant le plus près de la vie des gens, pour que des jeunes y participent. Entre autres obstacles, la rémunération y est insuffisante pour permettre à un jeune parent de subvenir aux besoins de sa famille. Certes, beaucoup de jeunes s'engagent autrement dans des mouvements civiques ou sociaux. Mais leur poids dans la société diminue au fur et à mesure que les aînés vivent plus longtemps. Leur pouvoir d'influence n'est pas nul (ils l'exercent entre autres par leurs choix de consommation, leur présence médiatique, leur maîtrise de savoirs nouveaux et leur énergie), mais il est relatif aux alliances qu'ils sauront développer.

Les priorités des jeunes peuvent également triompher parce que les vieux sont aussi des grands-parents, ou des

parents, et qu'ils ont à cœur la réussite de leurs descendants. On redécouvre ainsi la solidarité familiale qui s'élargit ou, du moins, peut s'élargir au-delà des cercles intimes jusqu'à l'ensemble de la société. Il n'est pas interdit non plus d'admettre qu'une société qui investit dans ses jeunes, dès la petite enfance, prépare des générations plus aptes à relever tous les défis qui nous attendent comme humanité. Et dans cette humanité, puisque l'espérance de vie continue d'augmenter, nous partagerons encore longtemps risques et aspirations.

C'est peut-être d'ailleurs la voie la plus prometteuse pour une solidarité intergénérationnelle renouvelée, adaptée au temps présent : reconnaître les aspirations, les désirs, les risques que nous avons en commun, jeunes et vieux. Et puis se mobiliser pour les réaliser, les rendre possibles ou les atténuer. Ne voulons-nous pas tous un accès universel au savoir par l'éducation ? Ne voulons-nous pas tous l'accès à la santé, au bien-être, à la sécurité ? Ne cherchons-nous pas tous une qualité de vie, le respect, la préservation de la nature, la justice sur Terre ? Et n'avons-nous pas appris, au fil des crises économiques, financières et écologiques qui secouent la planète, que c'est ensemble que nous avons le plus de chance d'atteindre ces objectifs ? Quand nous aurons compris cela, nous saurons qu'il n'y aura pas de lutte des âges.

ENTRE SOLIDARITÉ ET TRANSMISSION

ANNE QUÉNIART

C'est un des paradoxes de nos sociétés, marquées par l'individualisation et l'atomisation sociale, que de s'intéresser au sort de ces groupes que sont les générations. Pas une semaine ne passe en effet sans que l'on entende parler de conflit ou de pont entre les générations, de choc des générations, de la situation des générations X, Y ou Z. Il faut dire que la coexistence, pour la première fois dans l'histoire, de quatre, et même cinq générations soulève des enjeux à la fois économiques, sociaux et symboliques, et pose la question du vivre-ensemble. S'intéresser aux générations, c'est alors réfléchir à ce qui circule et s'échange entre les plus jeunes et les plus vieux.

« On dit que les nouvelles générations seront difficiles à gouverner. Je l'espère bien. »

Alain, Propos sur l'éducation

La question des liens entre les générations peut être envisagée sous plusieurs angles¹. Celui de l'équité domine largement le

1. Je reprends dans ce texte des idées développées dans un livre collectif que j'ai codirigé en 2009 avec mon collègue Roch Hurtubise,

RÉGÉNÉRATIONS

discours ambiant au Québec, les jeunes générations s'inquiétant de ne recevoir en héritage que des dettes et une planète malade. L'analyse des responsabilités et de l'équité intergénérationnelles en matière de ressources économiques, culturelles, environnementales, etc., renvoie à ce qu'on appelle les solidarités collectives². Mais qu'en est-il des solidarités privées, familiales ?

DES SERVICES ET DU SOUTIEN

La famille occupe depuis toujours une place centrale dans l'entraide et le soutien aux personnes, et encore plus depuis le redéploiement des services publics en matière de santé et de protection sociale³ qui a découlé de la crise de l'État-providence. Ces solidarités familiales, faites à la fois de sentiments (affection, amour) et d'obligations (devoir, dette), de contraintes formelles ou informelles, prennent diverses formes, qu'il s'agisse de dons ou de prêts d'argent, d'aide au logement, de services (garde d'enfants, aide-ménagère, hébergement), de soins ou de soutien émotionnel. Elles varient grandement selon les capacités de chaque famille (temps disponible, ressources

L'intergénérationnel. Regards pluridisciplinaires, Rennes, Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2009.

2. Voir dans ce livre le texte de Marc Chevrier.

3. Notamment le « virage ambulatoire », qui a impliqué la réduction de la durée de séjour à l'hôpital et qui a ainsi entraîné pour les proches des malades un travail supplémentaire de dispensation de soins à domicile ou de suivi.

matérielles). Une constante demeure cependant : les femmes sont au cœur de ces gestes de solidarité, particulièrement celles de la génération dite « pivot », qui aident à la fois leurs enfants – devenus à leur tour parents de jeunes enfants – et leurs parents âgés, parfois en perte d'autonomie. Plusieurs études montrent aussi que ces initiatives, basées sur une logique d'(entre)aide lorsque l'une des générations a des besoins particuliers, s'expriment surtout dans des périodes de transition ou des moments difficiles du parcours de vie (deuil, rupture, maladie, naissance des enfants, perte d'emploi)⁴.

DE NOUVELLES ALLIANCES

Par ailleurs, la solidarité familiale est aussi un levier de l'intégration sociale (passage à l'âge adulte, immigration), assurant par exemple, dans le cas des familles transnationales, à la fois la continuité et l'adaptation des membres des diverses générations. Le réseau familial est mobilisé au moment du changement de pays, mais aussi lors de l'arrivée dans le pays d'accueil. Des stratégies sont alors mises sur pied pour permettre aux nouveaux arrivants de trouver un lieu pour vivre, mais plus encore, pour qu'ils se sentent chez

4. Voir entre autres Agnès Pitrou, *Les solidarités familiales. Vivre sans famille ?*, Toulouse, Privat, 1992 ; Claudine Attias-Donfut, « Des générations solidaires », dans *Sciences humaines*, hors série, n° 34, 2001 ; et Claudine Attias-Donfut, Nicole Lapierre et Martine Segalen, *L'esprit de famille*, Paris, Odile Jacob, 2002.

GÉNÉRATION : NOM FÉMININ, DU LATIN *GENERATIO*, ENGENDREMENT, REPRODUCTION

Le terme « génération » est polysémique, recouvrant diverses significations, selon le point de vue où l'on se situe. Ainsi, dans son sens anthropologique, la génération renvoie à la question de la filiation et désigne « l'ensemble de ceux qui descendent de quelqu'un à chacun des degrés de filiation » (Le Robert). On parle ainsi de la génération des parents et de celle des enfants, qui se succèdent dans le temps. La notion de génération est liée aussi à l'idée de la cohorte de naissance, notamment pour les démographes. Dans ce cas, appartenir à la même génération veut dire « avoir à peu près le même âge » (Le Robert). Le système scolaire est basé sur ce classement en cohortes. Pour les sociologues et les historiens, la génération doit être comprise plutôt dans le sens d'un groupe sociohistorique partageant un ensemble de valeurs, d'expériences, d'événements. Dans cette optique, appartenir à la même génération, c'est avoir en commun des référents et des influences sociales qui sont marqués par le fait de vivre à la même période de l'histoire dans

eux⁵. Les gestes de solidarité intergénérationnelle prennent aussi la forme de levier à de nouvelles alliances, par exemple en réponse à des injustices ou à des inégalités sociales. Le mouvement des Mères de la place de Mai en Argentine en est un exemple éloquent. Ces femmes, réunies d'abord pour

5. Voir la recherche de Michèle Vatz-Laaroussi, « Les relations intergénérationnelles, vecteurs de transmission et de résilience au sein des familles immigrantes et réfugiées au Québec », dans *Enfance Familles Générations*, n° 6, 2007.

une société donnée. Quand on parle des baby-boomers ou de la génération X, c'est à cette définition qu'on se réfère implicitement, c'est-à-dire à un ensemble d'individus partageant un même espace référentiel. C'est aussi sur cette base qu'apparaissent les analyses en termes de conflits intergénérationnels, ceux-ci étant dus aux inégalités, voire à la fracture entre des générations dont les capitaux et la reconnaissance sont fort différenciés et où l'avenir des plus jeunes se voit hypothéqué par les pratiques des plus vieux. Plus récemment, un autre usage de la notion de génération s'est développé en sciences sociales, en lien avec les positions des individus par rapport au monde du travail, c'est-à-dire avant, pendant et après la phase de vie active. On parle ainsi des générations du *welfare*¹ pour souligner l'interdépendance entre le monde du travail et les systèmes de protection sociale. C'est dans cette perspective que se posent les débats sur l'équité intergénérationnelle et le contrat social entre les générations.

1. Claudine Attias-Donfut, « Des générations solidaires », dans *Sciences humaines*, hors série, n° 34, 2001.

rechercher la vérité à propos de leurs enfants disparus sous la dictature militaire (1976-1983), ont vu leurs revendications se propager aux générations suivantes, englobant aujourd'hui toutes les luttes concernant les exclus de l'Argentine⁶. Plus près de nous, et dans un contexte moins tragique, nous avons

6. Consulter à ce sujet la recherche de Renaud Goyer, « Les différentes dimensions liées aux générations dans l'identité collective des Mères de la place de Mai en Argentine », dans Anne Quénart et Roch Hurtubise (dir.), *op. cit.*

RÉGÉNÉRATIONS

constaté la résurgence de ce type de solidarité⁷ lors de la grève étudiante du printemps 2012, où des jeunes manifestaient aux côtés à la fois de leurs parents et de leurs grands-parents (« aînés contre la hausse », « solidarité aînés + jeunes », « têtes blanches, carrés rouges »), et parfois même avec leurs propres enfants.

LA TRANSMISSION AU CŒUR DU LIEN ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Outre l'angle de la solidarité, la question des liens entre les générations renvoie à la transmission, c'est-à-dire à l'idée de succession. En effet, pour exister, pour se créer sa propre identité, une génération a besoin de « passeurs », de relais, de références. C'est ainsi que circulent, d'une génération à l'autre, des valeurs et des passions, des pratiques et des savoir-faire, des souvenirs, de même que des objets.

DES AÎNÉS LÉGATAIRES

Les aînés jouent un rôle essentiel à cet égard, étant à la fois les gardiens et les légataires de la mémoire familiale ou his-

7. À l'instar de plusieurs observateurs, je ne pense pas que l'on puisse interpréter le mouvement étudiant du printemps 2012 comme un conflit entre la génération X ou Y et les baby-boomers, car les revendications exprimées transcendent les catégories d'âge et renvoient, comme cela a été souvent dit, à une opposition entre des valeurs politiques, des visions de la société.

torique, mais parfois aussi les derniers détenteurs de savoirs ancestraux. Ce travail de mémoire est particulièrement important quand la culture se voit remise en question, par exemple lors du processus d'immigration, ou quand elle est mise en danger. Des recherches récentes sur les grand-mères inuites montrent à cet égard comment la transmission des valeurs, des habiletés et des savoir-faire, mais aussi de l'histoire de la communauté, est un moyen de lutter contre l'occidentalisation et la perte de leur culture⁸. Ce travail de transmission contribue à la survie du groupe en entretenant le sentiment d'appartenance, d'où son importance dans la survie identitaire du groupe.

DES JEUNES JOUANT UN RÔLE DE PASSEURS

La transmission n'est cependant pas à sens unique, des aînés vers les plus jeunes ; elle est un processus bilatéral, questionnant même l'idée de succession linéaire dans le temps. En effet, aujourd'hui plus que jamais, la cohabitation de plusieurs générations crée un espace inédit d'échange d'idées, d'influences réciproques. Les mouvements Occu-pons, un peu partout dans le monde, ainsi que la récente grève étudiante au Québec ont d'ailleurs montré comment les jeunes pouvaient se faire les porteurs de luttes ou de valeurs défendues autrefois par leurs parents ou grands-

8. Voir Catherine Sigouin, Michèle Charpentier et Anne Quéniart, « Les grand-mères inuites : portrait d'une réalité peu connue et réflexion sur les services », dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 24, n° 3, 2010.

RÉGÉNÉRATIONS

parents, mais mises en veilleuse ou en péril depuis lors. Les rapports deviennent ainsi de plus en plus horizontaux, les jeunes pouvant avoir une grande influence sur leurs aînés, opérant ainsi une « transmission à rebours⁹ ». Pour sa part, le mouvement des mères argentines évoqué plus haut fait éclater la logique temporelle au centre des générations : ce sont les mères qui sont les héritières politiques de leurs enfants¹⁰.

DE NOUVELLES EXPÉRIENCES INTERGÉNÉRATIONNELLES

À l'instar d'initiatives comme celles de l'Institut du Nouveau Monde, qui a créé les Rendez-vous des générations et adopté la Déclaration des générations, de nouvelles expériences intergénérationnelles émergent, tant dans la famille que dans l'espace public. Que l'on pense aux maisons inter- ou multi-générationnelles, réunissant, sous un même toit, trois ou quatre générations d'une même famille, ou aux rencontres intergénérationnelles enfants-aînés, qui se multiplient ici¹¹ comme en Europe. Ces initiatives visent à susciter la création

9. Expression de Claudine Attias-Donfut.

10. Renaud Goyer, *op. cit.*

11. Les « maisons des grands-parents », qu'on retrouve à Montréal, Sherbrooke, Québec et Trois-Rivières, organisent des ateliers de lecture de contes, de cuisine ou d'artisanat, mais aussi des activités d'accompagnement scolaire, dans le but de favoriser les liens entre les enfants ou les adolescents et les aînés.

de liens entre les générations, basés sur la réciprocité et sur le partage de savoirs, d'expériences et d'affection. Il s'agit à la fois de se rencontrer, de faire des choses ensemble et de transmettre. Ces liens sont donc autant de l'ordre de la transmission que de la solidarité entre les générations.

L'intergénérationnel, c'est finalement la rencontre avec l'autre, plus jeune ou plus vieux; il fait de chacun de nous tour à tour un héritier et un passeur, car nous sommes inscrits à la fois et en même temps dans une lignée – occupant diverses positions générationnelles – et, surtout, dans une société donnée et son histoire. C'est pourquoi, à l'image de ces nouvelles initiatives intergénérationnelles favorisant l'échange et le partage entre les générations, l'atteinte d'un contrat social équitable et égalitaire passe aussi par cette rencontre, ce dialogue avec l'autre plus jeune ou plus âgé, et demande de s'engager les uns envers les autres. N'est-ce pas en effet « la vertu de l'engagement [que] d'empêcher la situation de se durcir, d'enfermer l'existence dans le cercle des fatalités, [...] de ressaisir le mouvement du sens au sein même de ce qui pourrait en menacer la permanence, et de maintenir en somme l'existence ouverte sur son avenir¹² ».

12. Jean Ladrière, Jacques Lecarme, Christiane Moatti, « Engagement », dans *Encyclopédie Universalis*, 2000.

DE LA JUSTICE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

MARC CHEVRIER

Nous vivons à une époque où les générations semblent se réclamer justice les unes aux autres, si bien que l'idée de la justice entre les générations – ou intergénérationnelle – a fait peu à peu son apparition dans la discussion publique. Mais que renferme cette idée ? L'idée traditionnelle de justice ne la contient-elle pas déjà ? C'est ce que je tenterai de clarifier en examinant les origines du souci nouveau pour la justice intergénérationnelle, son rapport avec la justice légale, les conditions de sa réalisation sous l'État-providence contemporain et les défis qu'elle pose aujourd'hui au vu d'un environnement et d'une économie précaires.

Au cours des dernières années, des jeunes ont exprimé une certaine frustration, sinon un sentiment d'exclusion et d'injustice, devant les barrières que la société dresse sur le chemin de leur insertion. Un peu partout en Occident, les restrictions budgétaires dans le secteur public et la rationalisation du travail dans les entreprises ont mis de nombreux jeunes travailleurs sur le carreau et augmenté en eux le sentiment que le contrat social, s'il en est un, joue en

leur défaveur. Plusieurs de ces jeunes échaudés ont dénoncé la sécurité d'emploi des fonctionnaires, les syndicats et leur corporatisme, les licenciements massifs dans les entreprises, le cumul éhonté des emplois et des bénéfices publics, telles de généreuses retraites, et les régimes d'emploi à deux vitesses.

Ainsi, le printemps « érable » de 2012 a montré comment la jeunesse québécoise est habitée par un sens particulièrement présent de la justice entre les générations. Il est clair que, parmi les diverses raisons qui ont motivé la contestation de la hausse des droits de scolarité universitaires décrétée par le gouvernement Charest, il y avait une double crainte : 1) que les générations présentes et à venir payent une contribution à leurs études qui excède injustement celle que les générations antérieures avaient assumée; 2) que les générations qui auront à assumer cette quote-part accrue devront par ailleurs financer, suivant une proportion également majorée, les retraites des générations précédentes, sans garantie pour leur propre retraite.

À ces inquiétudes sur le travail et les perspectives d'une retraite décente s'est ajouté, au Québec comme ailleurs, un autre souci, celui de l'épuisement rapide des ressources naturelles, alors que les indices de la surchauffe climatique se multiplient et que l'Occident voit le reste du monde le copier dans la voie du développement énergivore. La question écologique pose aussi à sa manière une question intergénéra-

tionnelle : de quel droit les générations présentes peuvent-elle exploiter, sinon épuiser les ressources disponibles, sans penser au monde qu'elles laisseront aux générations futures ?

LA JUSTICE LÉGALE ET L'ÉCHANGE INTERGÉNÉRATIONNEL DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Il n'est pas habituel de concevoir la justice sous l'angle d'un rapport entre les générations. Normalement, la justice, du moins celle qui est administrée par l'appareil judiciaire et les juristes, touche aux relations entre les personnes, suivant qu'elles procèdent d'un contrat, d'un acte fautif qui engendre une obligation comme un délit civil, ou d'une offense qu'un individu a commise à l'encontre du droit pénal. Cette justice-là touche aux rapports entre des individus et veille à reconnaître à chacun son dû ou à punir les torts qu'un délinquant a causés à la société. Elle ne cherche pas à savoir si une génération entre dans la vie adulte avec des conditions équivalentes à celles qu'ont connues les générations précédentes, ou si la génération A laisse à la génération B un monde préservé, ou encore si la génération C jouit de sa retraite aux dépens de la génération D. Si nous pensons aujourd'hui la justice comme un rapport d'équité non seulement entre les personnes mais aussi entre les générations, c'est que nous avons pris l'habitude de vivre et d'espérer sous la protection de l'État-providence. Nous lui avons confié le soin de répartir la richesse entre les travailleurs et les chômeurs, entre les riches et les moins bien nantis, entre les personnes bien

portantes et les malades. Cette répartition de la richesse prend aussi la forme d'un échange entre les générations. En investissant par leurs impôts dans l'éducation des jeunes, les adultes s'assurent d'une relève qui, quelques années plus tard, pourra cotiser au régime de retraite et payer les soins de santé à la vieillesse. Dans les sociétés traditionnelles, et encore aujourd'hui dans plusieurs régions de l'Afrique et de l'Asie, l'échange entre les générations est l'affaire des familles. Les parents espèrent d'une progéniture nombreuse le moyen d'une assurance vieillesse. Ils nourrissent et éduquent leurs enfants dans l'espoir qu'à leurs vieux jours, ils pourront compter sur leur aide. Persuadées que cette justice communautaire des familles ne suffisait plus, **les sociétés modernes ont fait de la justice entre les générations une affaire d'État**, régulée par l'assurance sociale et la redistribution collective de la richesse.

Dans les temps de prospérité, comme nous en avons connus du lendemain de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, les mécanismes de cette assurance et de cette redistribution se sont implantés, sans que les ponctions faites par l'État pèsent d'un trop grand poids. La croissance soutenue de la richesse ouvrait les carrières publiques et privées aux talents et aux générations. Les protections syndicales semblaient établir plus de justice entre les travailleurs et les patrons. Mais dès le krach pétrolier de 1973, puis la conjugaison du chômage et de l'inflation, puis enfin la nouvelle économie d'aujourd'hui, qui crée de la richesse sans augmenter l'emploi et l'inflation, le système

d'échange entre les générations a commencé à accumuler des ratés, des inégalités de traitement, voire des aberrations. Ce qui tient ce système, c'est un édifice fait de lois, de règlements publics et corporatifs, de contrats privés et de conventions collectives formant ce que l'on pourrait appeler « le complexe légal ». Dans nos sociétés, nous employons beaucoup d'énergie et de personnes à maintenir ce complexe, qui régit dans le détail l'accès aux emplois et le partage des richesses, des privilèges et des pouvoirs de décision. Ce complexe a ses lourdeurs et se modifie moins vite que n'avance la société. Par ailleurs, les défis du développement durable nous obligent à revoir les bases mêmes de l'économie et la perspective dans laquelle les ressources ont été jusqu'ici exploitées. L'État-providence repose encore aujourd'hui sur la croissance économique, qui dégage un surplus de richesse dont l'État prélève une part pour financer l'extension de ses programmes et ainsi maintenir le « complexe légal ». La crise économique qui a frappé les États-Unis puis le monde en 2008, dont peu de pays en Occident ont pu sortir en renouant avec la croissance, a restreint la capacité des États de maintenir les protections sociales qui avaient soudé ensemble les générations. À l'avenir, la croissance ne pourra plus tabler sur des ressources qu'on croyait illimitées, ni continuer dans la surexploitation effrénée, dévastatrice de l'environnement, qui laisse des séquelles longues à réparer, sinon irréparables. Certains doutent même qu'une « croissance durable » soit possible et trouvent des vertus à la décroissance.

Notre époque marque un élargissement de l'horizon éthique des sociétés. Sur le plan de nos relations avec la nature, l'action politique doit intégrer les répercussions inattendues et indésirables des décisions collectives non seulement sur les générations présentes, mais aussi sur les générations futures, de manière à leur transmettre un monde viable. Cet élargissement débouche sur une éthique de la responsabilité que le philosophe allemand Hans Jonas a remarquablement définie¹. La « solidarité d'intérêt avec le monde organique² » a aussi pour conséquence de conduire à une solidarité avec les générations à venir, alors que l'éthique traditionnelle était individualiste et centrée sur le présent. Ensuite, les immenses défis qui attendent les mécanismes de solidarité sociale de l'État-providence devant les mutations démographiques à venir – contraction de la jeunesse et expansion du troisième âge – nous obligent à repenser les principes et les moyens grâce auxquels les générations ont réussi à se soutenir les unes les autres.

LA DIMENSION INTERGÉNÉRATIONNELLE DE L'EXISTENCE ET SON ÉCLIPSE DANS LES DISCOURS CONTEMPORAINS

Le fait que l'on décrive d'emblée les sociétés d'aujourd'hui comme libérales est révélateur du fait qu'elles se représentent

1. Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1995.

2. *Ibid.*, p. 261.

comme des sociétés d'individus, titulaires de droits vis-à-vis de l'État, et libres de choisir leurs appartenances. Cette représentation, assez dominante, notamment chez les intellectuels qui, après avoir prôné le matérialisme marxiste, ont opté pour l'idéalisme libéral, occulte le fait pourtant banal, anthropologiquement fondamental, que toute personne accomplit sa vie durant un cycle générationnel : on devient adulte grâce à l'éducation de ses parents et de ses grands-parents ; on poursuit sa vie d'adulte, quand on fonde une famille, en devenant à son tour parent, puis grand-parent. Une vie accomplit donc ordinairement un cycle de cinq générations. Quand on a connu ses bisaïeux et qu'on devient soi-même un arrière-grand-parent, le cycle atteint sept générations. Les rapports entre les générations se sont certes distendus : il est rare que plusieurs générations habitent une même maison, et les enfants d'aujourd'hui préfèrent souvent confier à des services publics la garde de leurs parents vieillissants plutôt que d'avoir à s'en occuper eux-mêmes, faute de moyens et de temps. Or, chaque étape de la vie qui nous fait avancer dans le cycle générationnel pose concrètement à chacun la question des liens d'obligation et d'entraide qu'il se reconnaît envers les plus vieux et les plus jeunes. La justice entre les générations, comprise abstraitement, sollicite néanmoins nos expériences particulières et l'intuition que nous avons de la réciprocité avec nos proches. Quelle part devons-nous laisser à l'entraide privée, et quelle autre à la solidarité d'État ? Ce sont là des questions qu'on n'aura de cesse de se poser.

On a souvent accusé le néolibéralisme d'affaiblir les solidarités d'État et de dresser une génération contre l'autre. On

s'est sans doute exagéré la portée des réformes que les tenants de l'amincissement de l'État-providence ont entreprises, puisqu'une fois au pouvoir, ils ont souvent au plus freiné la croissance des dépenses publiques, sans vraiment réduire la taille de l'État. Cependant, c'est plus dans le discours que dans les actes que le néolibéralisme remet en question les solidarités intergénérationnelles. Ainsi, à force d'insister, au nom de la rigueur budgétaire, sur la nécessité pour les citoyens d'assumer eux-mêmes leur retraite, au lieu de se fier sur les régimes publics, et de payer le coût réel des services publics qu'ils « consomment », **on promeut une société d'individus sans dette envers d'autrui, où chacun est quitte de tout vis-à-vis des autres**. Or, le lien social, ainsi que l'enseignent les sociologues et les anthropologues, se tisse à la faveur des dettes que les individus – par l'amour, l'amitié, le travail, le voisinage, etc. – se reconnaissent les uns envers les autres, à la suite des dons que l'on se fait réciproquement³. Les solidarités d'État étendent cet entremêlement de dettes entre les personnes à de vastes collectivités à l'intérieur desquelles des catégories entières de citoyens sont dépendantes les unes des autres. Enfin, la critique sans relâche qui est faite, dans certains cercles intellectuels et médiatiques, de la nation, qui serait prétendument dépassée, rogne, de la

3. Voir le classique de Jacques T. Godbout, *L'esprit du don*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Compact », 1995. Voir aussi, sur les perspectives que cette anthropologie du don ouvre pour la philosophie politique, Philippe Chaniel, *La sociologie comme philosophie politique et réciproquement*, Paris, La Découverte, 2011.

même manière que le néolibéralisme, la légitimité de ce qui a été jusqu'à aujourd'hui l'horizon collectif dans lequel opèrent les solidarités d'État. Car après tout, la nation, on l'oublie souvent, est un puissant principe de reconnaissance de dettes par lequel les riches acceptent d'être solidaires des plus pauvres, les citadins des campagnards, les plus vieux des plus jeunes, etc. De plus, l'idée, assez populaire dans la gauche libertaire et antirépublicaine⁴, que l'individu est libéré de toute dette de sens vis-à-vis de la société, n'est pas non plus de nature à faire contrepoids à l'idée néolibérale d'une société d'individus qui ne sont responsables que d'eux-mêmes⁵.

LES HORIZONS CHANGEANTS DE LA JUSTICE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La justice entre les générations est-elle réalisable? Idéalement, l'État devrait assurer un équilibre des charges et des

4. Par «gauche libertaire et antirépublicaine», j'entends ce courant d'idées et de pratiques qu'on a observé en Occident, notamment en Italie, en Allemagne et en France, depuis les années 1960, et qui voit dans la nation, l'État et la loi des formes autoritaires dont il faut émanciper l'individu. Ce courant se démarque du communisme classique et puise à toutes sortes d'influences: trotskisme, maoïsme, adeptes de la contre-culture, altermondialisme, anarchisme, etc. On peut lire à ce sujet Philippe Raynaud, *L'extrême gauche plurielle*, Paris, Éditions Autrement, 2006.

5. Je traite plus longuement de ce discours rétif à la compréhension des fondements collectifs de la solidarité dans l'ouvrage *La République québécoise*, Montréal, Boréal [à paraître, octobre 2012].

bénéfices entre les générations. C'est là une vaste idée, que le législateur devrait avoir comme point de mire, sans toutefois pouvoir prétendre la réaliser complètement. Une foule incalculable de facteurs rendent ardue la réalisation de cette idée de justice. En fait, les conditions dans lesquelles l'État pratique l'échange entre les générations changent continuellement. Dans les années 1960, croissance et emploi allaient de pair, et les artisans de la Régie des rentes, de l'Éducation et de la fonction publique québécoises étaient persuadés que toutes les générations auraient naturellement leur juste part. Ces artisans avaient en tête un horizon de justice particulier, c'est-à-dire qu'ils misaient sur certaines données sociales et économiques – par exemple, que la croissance économique serait sans fin, ou que l'État, en stimulant la demande de consommation par des emprunts, pourrait ensuite rentrer dans ses frais. Aujourd'hui, notre horizon de justice est tout autre, mais le « complexe légal », qui évolue moins vite, procède encore de l'horizon qu'avaient les modernisateurs des années 1960. Les solutions que les Québécois apporteront aux défis du développement durable et du vieillissement de la population en situation économique précaire dépendront non seulement de leur compréhension des enjeux, mais aussi de la netteté et de l'ampleur des vues avec lesquelles ils feront peser la dimension de la justice intergénérationnelle dans leurs choix collectifs et en débattront.

Note : Le présent texte est une version actualisée et remaniée d'un texte déjà paru dans le magazine *L'Agora*, vol. 3, n° 7, 1996, p. 14-15.

S'ENGAGER AU FIL DE LA VIE

L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE « GÉNÉRATION SOCIALE »

STÉPHANIE GAUDET

Plusieurs analystes ont souligné les importantes divisions entre les générations au Québec, en particulier lorsqu'il est question d'engagement social. Mais parle-t-on réellement ici d'un effet de génération, de cohortes ou d'âge ? Comment et pourquoi les gens s'engagent-ils différemment au cours de leur vie ? L'émergence d'une nouvelle « génération sociale » offre des pistes de réponses à ces questions.

Les derniers événements sociopolitiques au Québec – le mouvement Occupons, la grève étudiante, la marche du 22 avril, les casseroles – témoignent d'un moment d'effervescence de la participation sociale. Comme tout phénomène social, ces événements ont été vécus et perçus différemment et ont pu créer des divisions au sein de la société – entre la gauche et la droite, entre les différentes classes sociales, entre les milieux urbains et ruraux, et bien sûr entre les jeunes et les autres.

L'ENGAGEMENT : UN EFFET DE RÉSEAU SOCIAL

L'un des principaux éléments déclencheurs¹ de la participation sociale, c'est le fait d'être sollicité. Une personne s'engage socialement parce qu'une autre personne l'a invitée à le faire. Ce facteur motive davantage la participation que l'âge, le capital social, la scolarité ou le genre. Même s'il est aussi vrai que plus on vieillit, plus on participe, ce n'est pas l'âge biologique qui explique la participation.

Les personnes les plus sollicitées sont donc nécessairement celles qui ont les réseaux les plus diversifiés, c'est-à-dire des réseaux qui comptent des gens provenant de toutes sortes de milieux² : la famille, les voisins, le travail, les loisirs, les amis, les enfants, etc.

Ces réseaux sociaux se créent souvent en fonction des rôles et des statuts que nous occupons à différentes périodes de notre vie, ou encore en fonction de notre position sociale (niveau de scolarité, catégorie socioprofessionnelle), de nos habiletés sociales et de notre vie quotidienne. C'est la raison pour laquelle la participation sociale fluctue en fonction des âges de la vie qui sont associés à différents rôles sociaux.

La vie quotidienne des jeunes les met par exemple en contact avec plusieurs organisations sociales, telles que les

1. Statistique Canada, « Canadiens dévoués, Canadiens engagés : rapport de tableaux, 2010 », *Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP)*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2012.

2. Stéphanie Gaudet et Martin Turcotte, *La « crise » de la participation sociale au fil de la vie. Une lecture selon l'inégalité des ressources* [à paraître].

universités, les collèges et les écoles secondaires. Les parents de jeunes enfants sont quant à eux sollicités par les CPE, les écoles et les organismes de loisirs qui demandent leur aide. Parce que la sollicitation est si importante durant cette période de la vie, ce sont les parents d'enfants d'âge scolaire qui sont, plus que tous les autres Canadiens, susceptibles de participer socialement. Les professionnels sont sollicités par leurs associations, les syndiqués par leurs syndicats, les personnes atteintes du cancer par les associations de malades. Les personnes les moins engagées sont souvent celles dont le réseau est plus restreint, comme les chômeurs ou les femmes immigrantes et mères de jeunes enfants³. La faible participation de ces gens n'est donc pas nécessairement un indice de leur manque de politisation ou de leur peu de désir de participer; elle reflète davantage un manque d'opportunités, voire un isolement social.

DES MODES D'ENGAGEMENT SELON LES COHORTES DE NAISSANCE

Les réseaux représentent ainsi un des facteurs ayant le plus d'influence sur la participation sociale. Il y a toutefois des différences culturelles importantes entre les réseaux sociaux auxquels appartiennent les personnes selon leur âge. On

3. Voir Philippe Couton et Stéphanie Gaudet, « Rethinking Social Participation. The Case of Immigrants in Canada », dans *Journal of International Migration and Integration*, n° 9, 2008, p. 21-44.

observe actuellement un clivage important dans les « modes » de participation sociale selon les cohortes de naissance. Il ne s'agit pas d'une différence basée sur le vieillissement, mais plutôt d'une différence basée sur le contexte culturel dans lequel évolue une cohorte de personnes nées dans une même période historique.

Traditionnellement, les réseaux destinés à la participation sociale étaient territorialisés. Les organismes communautaires comme les clubs de loisirs, les Optimistes et les Lions ont toujours joué un rôle important et continuent à le faire au Québec, notamment dans les régions. Ces organisations valorisent une adhésion au groupe, une adhésion qui se transmet souvent d'une génération à une autre, même si de moins en moins de jeunes y participent. Au Québec, une partie de la génération des baby-boomers, mais surtout les cohortes qui la précèdent, contribuent à cette culture et à ce mode de réseautage territorialisé.

La génération actuelle de jeunes a des réseaux de participation sociale plus fluides, qui se diversifient à grande vitesse et dont la multiplication et la transformation constantes sont amplifiées par les réseaux en ligne. Contrairement aux organisations qui demandent une adhésion à leurs principes et valeurs, ces nébuleuses sont plus ouvertes aux échanges et aux différends. Puisque la sollicitation demeure toujours le facteur qui influence le plus la participation sociale et qu'elle dépend de la diversité des réseaux, elle est décuplée par Facebook, Twitter et les blogues où circulent non seulement des opinions, de l'information,

mais plusieurs opportunités pour consacrer du temps à une cause, une organisation ou une personne.

Ce type de réseautage a été particulièrement important lors de la grève étudiante, du mouvement Occupons, de la marche pour la Terre du 22 avril dernier et du mouvement des casseroles.

Tandis que les manifestations entourant la grève étudiante réunissaient davantage les jeunes membres des associations étudiantes en grève, on aurait pu supposer que le mouvement Occupons rejoigne différentes cohortes d'âge. En effet, le phénomène dénoncé – les inégalités sociales créées par l'économie des financiers et la corruption des banques (le 1 %) – touche probablement davantage les travailleurs et les préretraités. Or, le mouvement Occupons a surtout été investi par les jeunes.

Après avoir observé les sites d'Occupons Ottawa et d'Occupons Montréal, j'ai pu constater que la plupart des assiégeants avaient approximativement 30 ans⁴. Des manifestants d'expérience, plus âgés, étaient évidemment présents, et on peut présumer que l'appui populaire au mouvement a traversé les groupes d'âge. Il s'agit toutefois d'un mouvement dominé par les jeunes et leurs réseaux. Pourquoi ?

Le mode de manifestation du mouvement Occupons demande un engagement bien particulier. Il s'agit d'un

4. Ce qui correspond environ à ce que l'on a observé à New York, où, d'après un sondage, l'âge médian était de 28 ans. Source : Jennifer Peltz, « Occupy protests trigger envy, ire in Generation X », *Associated Press*, 18 décembre 2011.

RÉGÉNÉRATIONS

engagement qui se manifeste publiquement par un « mode de vie ». Il faut participer à la vie d'une micro-organisation sociale : un campement. Le mouvement est théoriquement ouvert à tous, mais les groupes ont des sous-cultures qui les rendent difficiles d'accès pour les personnes extérieures aux réseaux mobilisés, qui s'y sentiraient « étrangers » (« outsiders »). Quelles sont les probabilités qu'une femme de 65 ans qui ne connaît aucun manifestant décide, un bon matin, de planter sa tente, et qu'elle s'y sente assez confortable pour y demeurer quelques jours ?

La distinction entre l'influence de l'âge et du réseau est importante, car ce n'est pas l'âge biologique qui explique la participation, mais bien les réseaux des personnes et leurs cultures – des réseaux constitués d'amis, de connaissances et de collègues, qui sont généralement du même âge. Des personnes d'âges différents peuvent ainsi avoir participé à Occupons ou à des manifestations étudiantes, mais chacun de ces phénomènes a toutefois été dominé par un groupe appartenant à une même cohorte de naissance. Un groupe de personnes dans la vingtaine qui ont vécu et créé, à travers leurs réseaux et leurs cultures, des événements sociaux qui marquent leur histoire personnelle, mais aussi celle du Québec.

UNE NOUVELLE « GÉNÉRATION SOCIALE »

La perception d'une division entre les cohortes d'âge au Québec s'explique probablement par le fait que nous assis-

tons à des modes d'engagement que se sont appropriés les jeunes; mais peut-être peut-on aussi l'expliquer par la nécessité, pour cette nouvelle « génération sociale⁵ », de s'émanciper de certaines souffrances qui lui sont propres.

Il n'est possible d'identifier une génération qu'à posteriori⁶, puisque ce sont les événements historiques et une culture partagée par une cohorte de naissance qui permettent d'en tracer les contours. Cependant, il y a fort à parier que les événements de 2011 et 2012 au Québec ont contribué à créer une nouvelle génération, une cohorte de jeunes qui participent à la vie sociale et se mobilisent pour la gauche comme pour la droite tout à fait différemment de leurs prédécesseurs. Cette participation, sous le signe de la fête, de l'humour, du pacifisme, malgré certains événements de violence auxquels la grève ne pourrait être réduite, partage des traits avec d'autres types de manifestations qui ont eu lieu, notamment en Espagne avec le mouvement Occupons, et en Roumanie, ce printemps, avec une contestation populaire du gouvernement en place.

5. La génération sociale se définit, selon Mauger, par une cohorte de naissance qui partage un même événement historique et une même culture. Voir Gérard Mauger, « Générations et rapports de générations », dans Anne Quéniart et Roch Hurtubise (dir.), *L'intergénérationnel. Regards pluridisciplinaires*, Rennes, Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2009, p. 17-49.

6. Louis Chauvel, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du xx^e siècle aux années 2010*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », Paris, 2011.

SOUFFRANCES ET PARCOURS DE VIE

Être sollicité par un membre de notre réseau social est l'élément déclencheur de la participation sociale, mais encore faut-il être sensible à la cause, au groupe ou à la personne pour laquelle nous nous engageons. Ces sensibilités sont, contrairement aux « modes » d'engagement esquissés plus haut, plutôt influencées par l'âge que par la cohorte de naissance. Par exemple, les adultes vieillissants se sentent davantage vulnérables physiquement et sont donc plus sensibles aux enjeux qui touchent leur santé et leur sécurité physique. Ils sont également sensibles au bien-être de leurs pairs, et sont donc nombreux à s'engager dans les popotes roulantes destinées aux personnes vivant à la maison avec des invalidités et aux personnes hospitalisées. Les aidants et les bénévoles qui travaillent dans ce secteur sont souvent, eux aussi, âgés et à la retraite.

De la même façon, les jeunes vivent une certaine vulnérabilité en raison de l'insécurité économique liée à leur statut d'étudiant ou de jeune travailleur, mais aussi de l'insécurité psychologique découlant des nombreux choix de vie qu'ils ont à faire : le départ de la maison familiale, l'orientation professionnelle, les études, la vie amoureuse. S'ils sont sollicités, ils sont donc susceptibles de manifester contre la hausse des frais de scolarité, l'endettement et les inégalités économiques.

S'engager peut devenir une façon de transformer la souffrance personnelle résultant de cette vulnérabilité en souffrance publique, afin de s'émanciper. À ce titre, le mouvement Occupons, qui

n'avait pas de revendication politique précise, illustre un besoin de reconnaître les souffrances individuelles causées par la précarité économique et l'économie néolibérale qui la structure, face à laquelle nous avons peu de pouvoir. Le slogan « Nous sommes les 99 % » veut aussi dire « Nous ne sommes pas seuls ».

Au cours des dernières années, une culture de psychologisation et de responsabilisation a grandement contribué à cantonner les souffrances personnelles à la sphère privée, comme si elles n'avaient pas de causes sociales. On assiste présentement, grâce à cette nouvelle génération, à une « sociologisation » de la souffrance personnelle, c'est-à-dire à une mise en contexte sociopolitique de problèmes vécus personnellement, tels l'endettement étudiant et l'insécurité économique créée par les emplois à faible revenu. On constate aussi un sentiment d'impuissance des individus devant les décisions politiques prises par les multinationales et les gouvernements, décisions qui affectent leurs vies au quotidien, comme en témoignent les revendications des citoyens dans le dossier sur les gaz de schiste⁷.

Les jeunes se mobilisent autour de ces enjeux, puisque ce sont ceux de leur réalité quotidienne et qu'ils touchent tout spécifiquement leur insécurité sociale et psychologique. Il est pourtant déstabilisant, pour les cohortes précédentes, de comprendre leur participation et leurs modes de manifesta-

7. Le groupe de la CLASSE a notamment contribué à étendre le débat autour du dégel des frais de scolarité à une critique de l'économie néolibérale.

RÉGÉNÉRATIONS

tion. D'une part, l'entrée dans l'âge adulte des baby-boomers et des cohortes qui les précèdent a été différente de celle des cohortes actuelles; d'autre part, les modes de participation des jeunes sont efficaces, et ils diffèrent de ceux des générations précédentes en raison des médias sociaux et de la culture que ces derniers véhiculent.

RESSEMBLANCES ET DISSEMBLANCES ENTRE LES ÂGES

Cinq générations familiales cohabitent actuellement au Québec. La plus vieille a vécu la Première Guerre mondiale et la crise économique des années 1920, et la dernière découvre le monde grâce à l'internet. Ces générations familiales vivent actuellement leurs relations sociales de diverses façons, et elles sont sollicitées différemment pour manifester, aider ou exercer leur influence. Elles ont des façons d'être et de faire qui leur sont propres, tant sur le plan de la vie quotidienne que sur celui des modes relationnels.

Parce qu'elles appartiennent à des cultures et des réseaux différents, leurs modes de participation et les souffrances qui les touchent et les amènent à s'impliquer peuvent sembler contraster.

On peut tout de même constater que certaines souffrances, comme celles causées par la spoliation de l'environnement ou l'interdiction de manifester, ont soulevé toutes les générations lors du Jour de la Terre ou contre le projet de loi 78. Sont intergénérationnelles non seulement ces causes, mais aussi les méthodes de manifestation qu'elles appellent.

En effet, certains modes de participation rejoignent toutes les cohortes et générations. Les modes de manifestation festifs et pacifiques de la marche du 22 avril ou du mouvement des casseroles en sont de bons exemples. Ce dernier prend racine dans les quartiers; il est pacifique et humoristique, et ne demande aucune compréhension des façons d'être et de faire propres à un groupe: on peut difficilement se sentir « outsider ». Tout le monde a une casserole et est capable de faire du bruit. On peut sortir seul sur son balcon et on risque même de rencontrer d'autres gens seuls; on amène les enfants, il n'y a pas de risque de débordement ou de violence. La sollicitation ne passe pas uniquement par les médias sociaux: il y a des affiches dans le quartier, les voisins s'en parlent, ça se propage par le bouche à oreille.

CONCLUSION

Le mouvement Occupons et les événements du printemps québécois ont probablement mis en scène la naissance d'une nouvelle génération, qui partage une culture relationnelle et un mode de manifestation différents de ceux des générations précédentes. La marche du 22 avril et le mouvement des casseroles nous ont également montré qu'il était possible d'avoir des modes de participation sociale pertinents pour toutes les générations. Ils sont des illustrations de participation intergénérationnelle.

Ces formes de participation intergénérationnelle sont importantes, mais il est crucial, pour l'harmonie et la com-

RÉGÉNÉRATIONS

préhension réciproque des générations, que ces dernières acceptent et tentent de comprendre les modes de participation des autres. Ce travail de compréhension et d'explication n'est pas seulement pédagogique ; il est politique, et il va de pair avec la poursuite des biens communs qui fondent notre organisation sociale.

MOT DE LA FIN

EN QUÊTE D'ESPÉRANCE

FERNAND DANSEREAU

Quand on m'invite à réfléchir sur les rapports intergénérationnels, la première chose qui me vient en tête, c'est que je ne me sens pas le droit d'interpeller les plus jeunes. Je me souviens trop du regard que je portais quand j'avais 24 ans sur les générations qui m'avaient précédé. Je savais tout à cette époque! Et les désespérantes préoccupations de mes aînés me scandalisaient profondément! Il était tellement urgent de changer la vie, d'ouvrir grandes les fenêtres de l'avenir, d'entreprendre l'immense chantier de l'espoir. Je n'avais guère de temps pour les écouter, d'autant que je ne voyais pas du tout comment j'allais pouvoir compter sur eux.

Il me semble naturel de penser que les jeunes femmes et les jeunes hommes d'aujourd'hui doivent éprouver des sentiments du même ordre. Quoique moins naïvement et certainement moins prétentieusement. Et je respecte trop ce renouvellement incessant de la vie, cet appel à la création et au développement pour vouloir le contrer ou tenter de le canaliser. Il y a là des fraîcheurs et des puissances d'énergie que les plus vieux ne peuvent et ne doivent pas essayer d'endiguer. Elles sont indispensables au progrès de l'humanité et

à la survie même de cet espoir dont nous avons tous tellement besoin.

Mais à quoi peut donc servir mon expérience de vieillir ? Je suis père de sept enfants et grand-père de huit petits-enfants. Et c'est une grâce de vivre dans la tendresse dont ils m'entourent. Mais à quoi ce privilège peut-il servir ? J'ai remarqué qu'avec les années, ils s'intéressent de moins en moins aux discours que je pourrais leur tenir sur la politique, les questions sociales ou même les interrogations philosophiques et spirituelles. Leur appétit pour les prétendues sagesses dont je pourrais les assommer s'est depuis longtemps rassasié.

Par contre, j'ai cru observer qu'ils me guettent avec une acuité de regard tout à fait particulière. Ils épient mon vieillissement. Avec affection, bien sûr, mais aussi avec inquiétude, souci, et une immense interrogation : est-ce qu'il est possible d'échapper à la tentation de radoter ? Est-ce qu'on peut accueillir les pertes et les deuils de fin de vie sans entrer dans la déprime ? Est-ce qu'il y a moyen finalement de confronter l'âge sans désespérance ? Et sur ces questions-là, nul discours que je pourrais tenir ne peut les rassurer. C'est mon vécu qui parle, mon agir, mes douleurs et mes joies, mes épreuves et mes victoires, si modestes soient-elles. Car ils savent qu'eux aussi vieilliront à leur tour. Ils en ressentent déjà – plus ou moins consciemment – l'angoisse. Je sers de miroir à leur avenir. J'ai compris que par rapport à eux, mon devoir le plus urgent – tout aussi urgent que ces autres devoirs dont je ressentais l'appel à 24 ans –, c'est de trouver du sens à la vieillesse.

VIEILLIR EST UNE LIBERTÉ

Florida Scott-Maxwell, dans le beau livre intitulé *The Measure of My Days*¹, écrit ceci : « La vieillesse me déconcerte. Je croyais que ce serait une période assez tranquille. Mes soixante-dix ans furent intéressants et assez sereins, mais mes quatre-vingts ans sont passionnants. » Elle explique qu'entrant dans la vieillesse dès la fin de la cinquantaine, elle a vu le pouvoir commencer à lui échapper. Pouvoir social, pouvoir politique, pouvoir professionnel. De plus en plus radicalement à mesure que les années s'additionnaient. Jusqu'au pouvoir sur son propre corps quand l'âge épuise les forces et que survient la maladie. Or le plus étonnant, raconte-t-elle, c'est qu'« à mesure que le pouvoir m'échappe, ma conscience s'élargit. » Car l'exercice du pouvoir requiert, bien sûr, que nous installions des barrières dans le réel, et ces frontières emprisonnent inévitablement notre esprit.

C'est cette aventure de la conscience qui fait la joie du vieil âge et constitue son mandat. Un mandat beaucoup plus excitant et autrement exigeant que les mascarades du « rester jeune » que veut nous imposer la société de consommation. Or le premier appel d'une conscience qui s'élargit, c'est celui de la liberté. La liberté de penser bien sûr ! Mais également la liberté d'être.

Cette liberté ne va pas sans l'approfondissement de l'être qui prétend la porter. Florida Scott-Maxwell écrit encore :

1. Traduit en français par Solange Chapat-Rolland et Elsa J. Foster sous le titre *La plénitude de l'âge* et publié chez Libre Expression.

« Peut-être que la création de l'identité est la tâche la plus essentielle de l'homme, et si nous demandons à la recevoir comme un droit, nous n'avons pas encore compris que cette création est le travail de toute une vie. » Quand l'âge nous libère des exigences quotidiennes d'engendrer une famille, de gagner l'argent du soutien, d'établir un renom professionnel, nous nous retrouvons soudain devant la possibilité d'être enfin nous-mêmes, devant la convocation délicieuse à parachever notre être.

Et c'est là qu'une grande surprise nous attend. Car on se lasse très vite du pauvre moi sur lequel on voudrait s'attendrir enfin. Il ne tarde pas à nous ennuyer terriblement. Son narcissisme ne peut conduire au bout du compte qu'à alourdir l'isolement qui tourmente tant de vieilles personnes. Heureusement, des convocations beaucoup plus stimulantes peuvent alors surgir, comme celle de ce que les psychologues et bon nombre de maîtres spirituels appellent le soi, c'est-à-dire l'épanouissement de l'humanité en nous. Florida Scott-Maxwell poursuit encore : « Toute vie est destinée à être héroïque. La grandeur est requise de nous. Tel est le but et la justification de la vie. »

L'héroïsme dont elle parle, ce n'est ni la gloire des journaux ni l'enflure de l'ego, ni les victoires tapageuses sur quelque ennemi notoire. C'est la conquête pas à pas, quotidienne, articulée et efficace de l'amour. L'amour de soi d'abord et l'amour des autres. L'amour de soi pour mieux aimer les autres. Gilles Vigneault a dit dans ses chansons combien il est difficile d'aimer, d'aimer pour vrai avec générosité, rigueur, tendresse

authentique. C'est la tâche essentielle à laquelle nous sommes tous convoqués et encore davantage quand on arrive à la vieillesse : apprendre chaque jour à aimer de mieux en mieux. Et comme l'écrit Marie de Hennezel, c'est ce qui réchauffera non seulement nos cœurs, mais nous procurera une authentique et durable jeunesse.

J'entends grincer des dents les militants du pouvoir gris qui combattent si généreusement l'âgisme et luttent pour contrer le désengagement des personnes âgées par rapport au bien public et surtout à la justice. Ils pourraient croire que j'entreprends ici de prêcher la résignation. Mais c'est bien le contraire. L'amour est aussi politique quand il permet de poser des gestes structurants dans le sens d'une justice plus grande. Tant mieux si les gens de vieil âge restent actifs et concernés par le débat social le plus longtemps possible. Et je ne voudrais surtout rien faire ou rien dire qui tende à décourager l'action citoyenne.

Mais je sais que la perte graduelle du pouvoir reste quand même inéluctable avec le temps, que cette perte touchera éventuellement non seulement notre rayonnement social, mais notre corps et finalement même notre esprit pour nous projeter dans un no man's land beaucoup plus incertain. C'est une stratégie pour ce no man's land, justement, que je recherche ici.

L'AMOUR EST UN PONT

Je crois fortement que c'est dans et par l'amour qu'on peut trouver un pont entre les âges. Je n'ai rien à réclamer des plus

jeunes, mais je peux dire à mes frères et sœurs du vieil âge que notre mandat et notre espoir le plus impérieux, notre joie de vivre elle-même résident dans l'amour que nous pouvons offrir aux plus jeunes. D'abord et avant tout. Et je sais que c'est là que m'attendent mes sept enfants et mes huit petits-enfants. Dans la vérité du sentiment.

Paradoxalement, c'est là également que nous allons pouvoir trouver du sens. Nous les vieux et eux les plus jeunes. L'emprise des religions s'est relâchée. Et l'effarante capacité de la modernité à détruire toutes les certitudes dépouille grand nombre d'êtres humains de leurs repères les plus essentiels. Nous avons appris que la vie n'a pas d'autre sens qu'elle-même. La vie veut vivre. Avec une volonté implacable et terrible. Pensons au phénomène de la prédation qui soutient chacune de nos existences. La vie dévore la vie avec une férocité aussi aveugle qu'insoutenable pour peu que l'on s'y attarde. Et pourtant la vie a généré la conscience qui à son tour a généré l'amour. La vie nous a donné la liberté de prendre nos distances par rapport à ses impératifs les plus urgents. **La vie nous a donné le pouvoir de la réinventer, c'est-à-dire de lui donner du sens, justement.** Et c'est le travail qu'accomplit l'humanité sous nos yeux, sans que nous en prenions tellement conscience. À travers ses guerres aussi bien que dans ses illuminations. Un travail gigantesque que masque la sinistrose de nos bulletins de nouvelles en fin de soirée.

J'entendais l'autre soir quelqu'un qui déclamait le fameux poème écrit par Péguy à la suite de la guerre de 1914-1918 :

«Heureux ceux qui sont morts, dans les grandes batailles, couchés dessus le sol, à la face de Dieu. Heureux ceux qui sont morts pour un dernier haut lieu, parmi tout l'appareil des grandes funérailles.» Et je m'étonnais du trajet parcouru par la conscience contemporaine dans le court laps de mon existence. Cette glorification de la guerre qu'on nous présentait dans les collèges classiques des années 1940 comme la fine pointe de l'humanisme nous apparaît désormais lamentable et dérisoire. Quelle fulgurante mutation malgré toutes les mauvaises nouvelles dont m'abreuvent chaque jour les journaux! Le progrès de la conscience depuis l'apparition de l'homo sapiens est, à proprement parler, incalculable: 50 000 ans à peine entre le singe et nous, et nous n'en sommes qu'au début de «l'intellectualité», comme disait Louis-Edmond Hamelin. Où en sera l'humanité dans 1 000 ans? Bien vaniteux celui qui peut prétendre seulement l'imaginer. Nul en effet ne peut prédire de quoi demain sera fait. Mais nous savons que nous avons chacun de nous et nous tous ensemble à créer chaque jour du sens, justement. Qu'il n'y en aura pas d'autre que celui que nous allons inventer. Et c'est à cela que doit d'abord servir cet agrandissement de la conscience dont parlait Florida Scott-Maxwell.

Mais par où commencer? Où trouver ce terrain où jeunes et vieux peuvent se rencontrer et se concerter dans un combat essentiel, immédiat, urgent, évident? C'est pourtant simple: l'environnement! Le défi est là, tout concret, pour occuper ce travail de la conscience et nos énergies amoureuses, quel que soit notre âge. Les scientifiques nous disent

RÉGÉNÉRATIONS

en effet qu'il faudrait les ressources de trois ou quatre planètes comme la nôtre pour faire partager à l'ensemble de l'humanité le mode de vie dont nous jouissons en Occident. Or ces planètes supplémentaires, nous ne les avons pas. Comment alors allons-nous procéder pour le partage des ressources ? Comment, en effet, puisque non seulement ces ressources ne suffisent plus, mais elles s'épuisent. N'y aurait-il que les guerres et la domination du plus fort sur le plus faible pour assurer la survie de l'humanité ?

Nous souhaitons de tout cœur échapper à cette monstrueuse fatalité. D'autant que nous savons la terre assez généreuse pour nourrir ses milliards d'enfants, à condition que ces derniers se contentent de satisfaire leurs besoins véritables et essentiels. Mais comment l'espérer ? Comment croire que les grandes masses humaines apprennent un jour à résister aux appels des sirènes de la consommation ? Comment croire que la ploutocratie qui achève de conquérir la planète puisse céder sa place à des sociétés de véritable solidarité ? Il semble ridicule de même en parler.

UN SÉISME À VENIR

Et pourtant, il y a des milliards de gens autour de la planète qui cherchent une métamorphose. Il y a des millions de groupes et d'organisations qui militent jour après jour pour changer le cours des choses. J'entends l'appel unanime à l'espoir et au renouveau qui inspire toutes ces énergies, même si elles semblent trop souvent tirer à hue et à dia. Il y a dans

notre monde une soif incommensurable de trouver enfin une justice véritable, une égalité réelle, un bonheur qui ne soit pas frelaté. C'est la plus grande force politique de toute l'histoire de l'humanité qui se trouve ainsi enfouie dans nos consciences.

Mais comment arriver à extraire ce minerai ? D'abord en ne désespérant pas. Quand j'avais 24 ans, encore, je faisais du journalisme de combat sous le règne de ce qu'on a appelé « la Grande Noirceur », c'est-à-dire l'époque Duplessis. L'horizon de l'avenir semblait aussi sombre, sinon davantage, qu'il peut l'apparaître aux jeunes d'aujourd'hui. Et puis, tout d'un coup, tout a basculé, comme un pan de falaise qui s'écroule. L'âge doré de la Révolution tranquille s'est mis à fleurir. Et nous avons aperçu que ce séisme était le résultat de tous les petits gestes et tous les combats apparemment perdus des décennies qui avaient précédé. Oui, la métamorphose est possible ! Je l'ai vue une fois dans ma vie. Et peut-être est-elle à nouveau en train de s'opérer ces jours-ci dans le monde arabe. Je sais qu'il est permis de l'espérer même si cela semble encore peu probable.

Nous entrevoyons déjà ce qui serait l'enjeu principal de cette métamorphose. Le défi le plus pressant auquel l'humanité est désormais confrontée est en effet d'apprendre à gérer le désir, à pondérer ses appétits, à partager équitablement ses ressources. C'est très simple, trop évident ! Il apparaît tout de suite impossible de rêver que les grandes masses humaines des cinq continents fassent toutes en même temps le trajet intellectuel que je dessine ici devant vous.

Alors où trouver l'espoir dont je parle ? De même que les religions fournissaient autrefois aux peuples qui les avaient fondées des modèles de vie qui aidaient chaque personne à régler les arbitrages du quotidien, nous avons besoin de voir apparaître aujourd'hui quelques grands et nouveaux mythes qui nous soutiennent dans la tâche de régulariser nos comportements.

C'est là que **la culture peut nous porter secours**. Je ne parle pas ici de la culture des arts et des lettres, mais de la culture humaine qui encadre nos vies. Cette culture est faite, toujours, des interactions quotidiennes qu'entretiennent les êtres humains dans une société particulière. Or notre société particulière à nous est désormais mondiale. C'est à l'échelle de l'humanité entière qu'elle est en train de se réinventer. Les grands mythes qu'elle va générer seront faits de l'addition et de la confrontation de tous les choix, grands et petits, que chacun opère dans son quotidien. Il me semble que les générations peuvent et doivent se rencontrer dans ces interactions avec une détermination beaucoup plus consciente et résolue que par le passé. Car « si les petits ruisseaux font les grandes rivières, aime à dire mon ami Jean Carette, les grandes rivières créent souvent des deltas qui font surgir et alimentent de multiples ruisseaux à leur tour ». Et je le crois aussi.

Il importe probablement de répéter ici que le rôle que nous demanderons à l'État de jouer dans l'émergence de ces grands mythes ne saurait être sous-estimé. À travers ses divers acteurs, ses lois et programmes, ses priorités et ses orientations, il peut

en effet contribuer puissamment à mobiliser des individus pour en faire des acteurs sociaux positifs et socialement efficaces. C'est là en effet que l'amour doit aussi devenir politique.

Mais l'essentiel restera dans la maîtrise du désir.

Les personnes âgées en savent beaucoup là-dessus. Toutes leurs expériences de vie leur auront appris à la fois la formidable puissance du désir et le dérisoire de ses représentations. Il y a de toute évidence une sagesse qu'ils peuvent explorer et démontrer pour faire progresser la conscience collective. Les générations plus jeunes se retrouvent face au même défi avec, en plus, l'énergie de l'action et des réformes à opérer dans l'aspect concret des choses. Ces énergies et ces consciences appellent à la jonction et à la conjugaison pour mieux aménager l'urgence de la réalité.

Nous avons mieux à faire que d'entretenir la guerre des âges. Nous avons une survie à assurer qui va requérir toutes nos solidarités. On dit à propos de l'environnement qu'il faut penser globalement et agir localement, et nous avons donc le devoir de ne pas désespérer devant l'immensité et la noirceur des pronostics. Il faut entreprendre de poser dans le quotidien de nos vies tous les gestes, grands et petits, qui peuvent tendre à cette conjugaison.

Quand vous écouterez ce soir les horreurs quotidiennes du téléjournal, vous penserez peut-être que je vous ai tenu un propos bien naïf; mais si vous y réfléchissez ensuite pendant la nuit, vous verrez, je crois, que nous n'avons pas d'autre choix que d'essayer d'aider un peu les autres.

Merci d'espérer avec moi.

LES AUTEURS

JEAN CARETTE

Jean Carette, docteur en sociologie et professeur retraité de l'Université du Québec à Montréal, a consacré sa carrière à l'étude des conditions de vieillissement et de retraite, en France et au Québec. Auteur de nombreux essais, dont *L'âge dort ?* et *Droit d'ainesse* (Boréal), il a aussi fréquenté assidument les terrains de pratique sociale, où il a participé à la mise en place et au développement de nombreuses innovations sociales, dont les réseaux d'ainés citoyens Espaces 50+. On pourra le joindre à carette.jean@videotron.ca.

MARC CHEVRIER

Marc Chevrier est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal depuis 2002. Ses travaux ont traité du fédéralisme comparé, de l'analyse politique du droit, ainsi que de la théorie et de la pratique du gouvernement représentatif. L'auteur a dirigé ou codirigé de nombreux ouvrages collectifs, tels *La France depuis de Gaulle* (PUM, 2010), *Par-delà l'école-machine* (Multimondes, 2010) et *Voyage dans l'autre de la modernité* (Fides, 2011). À titre personnel, il a publié *Le temps de l'homme fini* (Boréal, 2005) et publiera à l'automne 2012 *La République québécoise* (Boréal). En 2011, il s'est mérité le prix David Watson Memorial de la revue *Queen's Law Journal* de l'Université Queen's.

FERNAND DANSEREAU

Réalisateur, producteur et scénariste, Fernand Dansereau gravite dans l'univers du cinéma québécois depuis plus de 50 ans. Son travail a été souligné en 2005 par le prestigieux prix Albert-Tessier. Son œuvre comprend des fictions, des documentaires et des téléromans. Outre sa carrière en cinéma, Dansereau a également présidé l'Institut québécois du cinéma en 1984 et 1985. En 1990, il a cofondé l'Institut national de l'image et du son (INIS), un centre de formation professionnelle pour le milieu du cinéma, de la télévision et des médias interactifs, et en a été le président pendant trois ans.

MIRIAM FAHMY

Miriam Fahmy est directrice de la recherche et des publications de l'Institut du Nouveau Monde et dirige à ce titre *L'état du Québec*, l'ouvrage de référence annuel sur le Québec (Boréal). Miriam détient une maîtrise en Langue et littérature françaises de l'Université McGill, ainsi qu'un baccalauréat en Administration des affaires de HEC Montréal. Elle donne des conférences sur l'engagement et la jeunesse, et elle a animé plusieurs dizaines de débats et de délibérations publiques.

STÉPHANIE GAUDET

Stéphanie Gaudet est professeure agrégée au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université d'Ottawa. Ses intérêts de recherche portent sur les parcours de vie, la jeunesse et la famille, la socialisation, l'identité, l'éthique et la participation sociale. Elle s'intéresse aux pratiques des personnes dans leur vie quotidienne, à leurs valeurs et à leur rapport au monde sociopolitique. Son projet de recherche actuel traite de la participation sociale des Canadiens à travers leurs parcours de vie. Ses dernières publications explorent les inégalités vécues dans les expériences de participation sociale.

SOPHIE GÉLINAS

Membre de l'équipe de l'INM depuis 2005, elle est directrice – participation et délibération publiques, et à ce titre responsable des Rendez-vous stratégiques, dont les Rendez-vous des générations. Sophie Gélinas a développé une expertise tout au long de son parcours professionnel en concertation et partenariats, gestion de projets, coordination d'événements et conception d'animation. Titulaire d'une maîtrise en science politique où elle s'est spécialisée en construction de l'identité collective et en analyse de discours, elle a complété son parcours universitaire par des formations en gestion, en management public et en pédagogie de l'enseignement supérieur.

JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

Jean-Sébastien Marsan est journaliste, rédacteur, blogueur et réviseur à la pige, à Montréal. (Il peut tout faire, sauf de la traduction.) Il a écrit trois essais, collaboré à de nombreux ouvrages pratiques et signé des articles dans une cinquantaine de médias. Pour le contacter : jsm@mlink.net.

RÉGÉNÉRATIONS

PASCALLE NAVARRO

Journaliste et auteure, Pascale Navarro a été chef de pupitre « Livres » à l'hebdomadaire *Voir* et chroniqueuse culturelle et littéraire à la Première Chaîne de Radio-Canada pendant une dizaine d'années. Elle collabore régulièrement à des publications comme *La Gazette des femmes*, *Vita* et *Entre les lignes*. Elle a signé trois essais au Boréal : *Interdit aux femmes* (avec Nathalie Collard, 1996), *Pour en finir avec la modestie féminine* (2002) et, plus récemment, *Les femmes en politique changent-elles le monde?* (2010). Elle est lauréate 2007 du prix Femmes de mérite, catégorie communications, du YWCA.

ANNE QUÉNIART

Anne Quéniart est professeure titulaire au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Elle a dirigé plusieurs recherches sur les nouvelles formes d'engagement politique, notamment chez les jeunes, et sur la parentalité. Ses recherches actuelles portent sur les questions du genre et du vieillissement et sur la transmission intergénérationnelle. Elle est l'auteure de nombreux articles et ouvrages, dont *Apolitiques, les jeunes femmes?*, avec Julie Jacques, publié en 2004 aux Éditions du remue-ménage, *L'intergénérationnel. Regards pluridisciplinaires*, avec Roch Hurtubise, paru en 2009 aux Presses de l'École des hautes études en santé publique et, avec Michèle Charpentier, *Viellies, et après!*, paru en 2009 aux Éditions du remue-ménage.

MICHEL VENNE

Michel Venne est directeur général et fondateur de l'Institut du Nouveau Monde. Il est fellow de l'organisation internationale Ashoka et de la Fondation Carold. En 2007 et 2008, il était vice-président du Groupe de travail sur le financement du système de santé du gouvernement du Québec. Journaliste, il a occupé diverses fonctions au quotidien *Le Devoir*, de 1990 à 2006.

TABLE DES MATIÈRES

Préface Miriam Fahmy	3
-----------------------------	---

MOT D'OUVERTURE

Un nouveau rendez-vous Pascale Navarro	9
---	---

LA DÉCLARATION DES GÉNÉRATIONS

Les Rendez-vous des générations Sophie Gélinas	15
La Déclaration des générations	23
Pour une politique des âges Jean Carette	31

POUR UN QUÉBEC DES GÉNÉRATIONS

Le printemps des générations Jean-Sébastien Marsan	45
Pour éviter la lutte des âges Michel Venne	63
Entre solidarité et transmission Anne Quéniart	77
De la justice entre les générations Marc Chevrier	87
L'émergence d'une nouvelle «génération sociale» Stéphanie Gaudet	97

MOT DE LA FIN

En quête d'espérance Fernand Dansereau	111
Les auteurs	122



**INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE**

L'Institut du Nouveau Monde (INM) est une organisation non partisane dont la mission est de développer la participation citoyenne et de renouveler les idées. Cette «boîte à idées» québécoise s'est, depuis sa fondation en 2004, imposée comme l'un des acteurs privilégiés du dialogue entre les citoyens, et entre la société et ceux qui la gouvernent.

L'INM œuvre dans une perspective de justice et d'inclusion sociales, dans le respect des valeurs démocratiques et dans un esprit d'ouverture et d'innovation.

Par ses actions, l'INM encourage la participation des citoyens, contribue au développement des compétences civiques, au renforcement du lien social et à la valorisation des institutions démocratiques.

L'INM a reçu en 2005 le prix **Claire-Bonenfant**, remis par le gouvernement du Québec pour les valeurs démocratiques et l'éducation à la citoyenneté.

Les activités jeunesse de l'INM sont réalisées sous le patronage de la **Commission canadienne de l'UNESCO**.

L'INM est membre de **CIVICUS**, l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne.

Les activités de l'INM sont certifiées carboneutres par le programme **Planetair** de l'organisme **Unisfera**.




COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
www.unesco.ca


CIVICUS
World Alliance for Citizen Participation

 **planetair**
CA



SES RÉALISATIONS

▶ **L'École d'été et l'École d'hiver**

Des écoles de citoyenneté aux airs de festival

▶ **Les Rendez-vous stratégiques**

Des débats et dialogues entre experts et citoyens

▶ **Le Festival de l'expression citoyenne (FEC)**

Un remue-méninges collectif où la parole du grand public est à l'honneur

▶ **L'Assemblée mondiale CIVICUS**

Le rendez-vous international des organisations de la société civile

▶ **À go, on change le monde!**

Un programme d'accompagnement des entrepreneurs sociaux

▶ **L'état du Québec**

L'ouvrage annuel de référence sur les grands enjeux qui ont marqué l'actualité au Québec, publié depuis 1994

... et d'autres publications

- *Aux sciences, citoyens !*
- *Le français, une langue pour tout et pour tous ?*
- *100 idées citoyennes pour un Québec en santé*
- *Oser la solidarité !*
- *Jeunes et engagés*
- *Petit guide québécois de la participation locale*

Une équipe professionnelle et créative

Sous la direction de Michel Venne

- ▶ Ex-journaliste et éditorialiste au journal *Le Devoir* (1990 - 2006)
- ▶ Boursier Alan Thomas de la FondationCarold pour la participation citoyenne au changement social (2010)
- ▶ Fellow d'Ashoka, réseau de 2500 innovateurs sociaux à l'échelle mondiale (2008)

L'intérieur de ce livre a été imprimé au Québec en octobre 2012
sur du papier entièrement recyclé
sur les presses de l'Imprimerie Gauvin.